

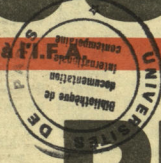
hebdodo

le monde Libertaire

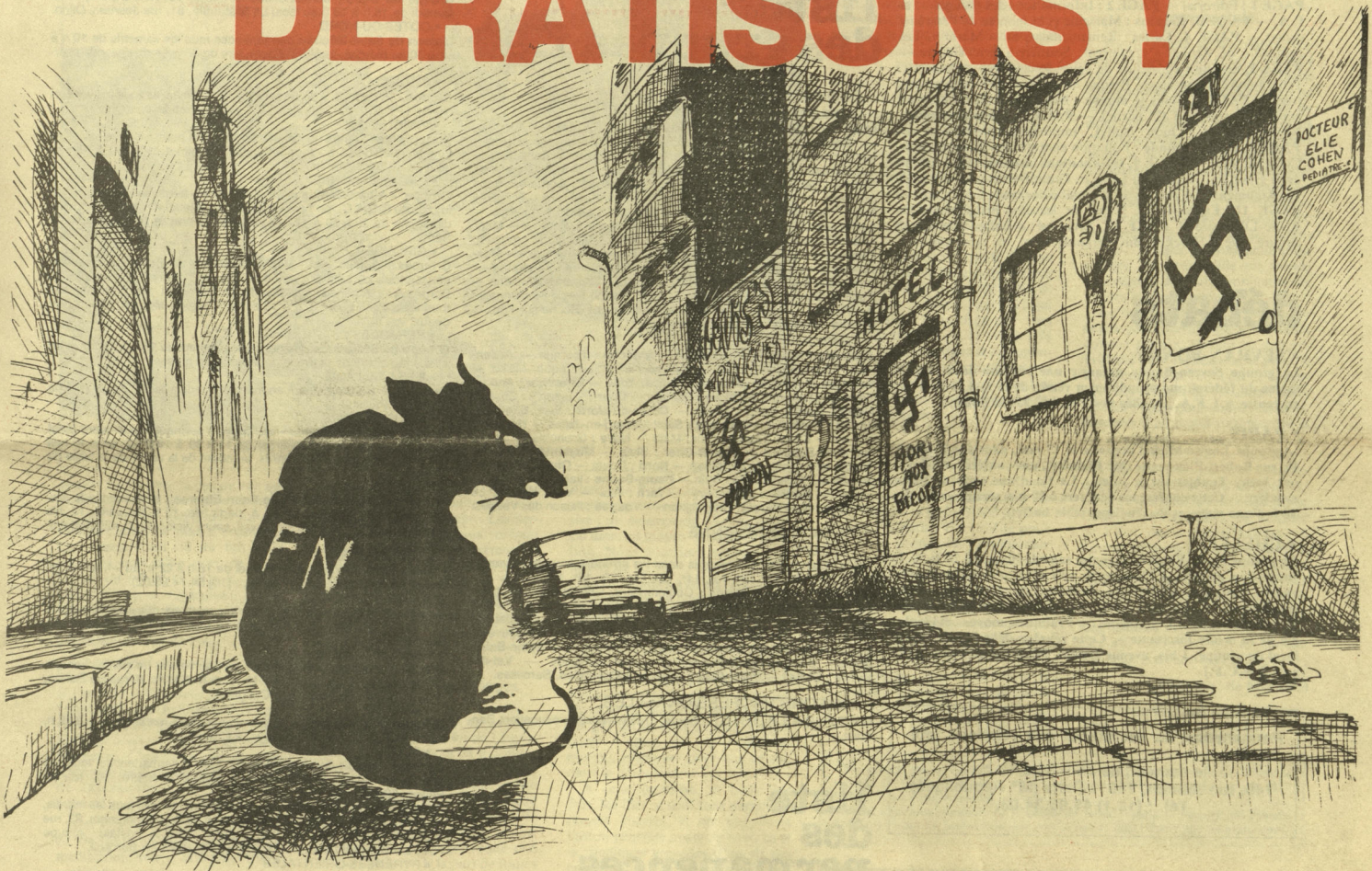
Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à F.F.A.

N°663 JEUDI 14 MAI 1987 8,00 F



CONTRE LA PESTE... DÉRATISONS !



Editorial

Tandis que, dimanche dernier, Jean-Marie Le Pen célébrait Jeanne d'Arc comme il se doit, c'est-à-dire entouré d'un ramassis d'individus et d'organisations dont on peut se demander lesquels du Christ-Roi ou du M.N.R. sont les plus à vomir, le siège des Jeunes Arabes de Lyon et de sa banlieue (J.A.L.B.) était saccagé. Des slogans, comme « Jeanne d'Arc renaîtra de ses cendres » et « Pas d'armistice avec les Arabes », étaient peints sur les murs, voisinant avec une croix celtique et un cerueil.

Tous les apprentis fascistes qui défilaient à Paris seront sans doute peinés d'apprendre ce

nouvel incident, après les ratonnades qui ont suivi le passage du leader du Front national à Lyon. Sans doute la loi des séries... Hélas ! des incidents comme celui-ci sont de plus en plus fréquents en ce début de campagne présidentielle du candidat de l'extrême droite.

Cette campagne commence d'ailleurs sur les chapeaux de roue. Passé maître dans l'art de la désinformation, Le Pen ne peut s'arrêter de réaffirmer ses positions sur le S.I.D.A. Positions qu'il est bien seul à partager contre l'ensemble du monde scientifique. Mais le spectre du lépreux n'est-il pas plus efficace pour rallier les votes des petits blancs que l'information sensée. Que tous les « sidaiques » aillent dans des « sidatoriums », voilà une manière radicale de régler un fléau face

auquel les chercheurs restent encore impuissants...

Félicitons-nous toutefois que Le Pen ne nie pas le S.I.D.A. comme certains nient les chambres à gaz. Ces derniers ne sont certainement pas conviés au procès de Klaus Barbie qui s'ouvre à Lyon cette semaine. Lorsque le bateau est en danger, les rats quittent le navire. Ce procès est pourtant celui de la bonne conscience bourgeoise. Car comment oublier l'attitude de l'immense majorité des Français qui en 1940 hurlaient avec les loups et qui aujourd'hui s'indignent qu'un ancien nazi persiste et signe ? Décidément, face à la peste brune, il n'y a qu'une seule solution : dératiser !

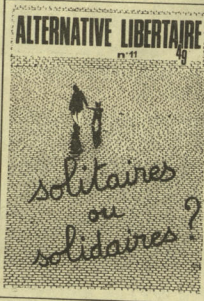
communiqués éditions

• **PARIS**
Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

• **EVREUX**
Une nouvelle liaison de la Fédération anarchiste est en création sur Evreux et sa région. Les personnes intéressées peuvent contacter les relations intérieures qui transmettront.

• **PARIS**
Samedi 30 mai, de 16 h à 18 h, aura lieu la réunion de préparation du journal « La commune libertaire du XVIII^e », avec le groupe libertaire Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII^e (M^o Blanche ou Abbesses).

• **ANGERS**
Le n°11 d'« Alternative libertaire 49 », journal local édité par le groupe F.A. d'Angers, est paru. On peut se le procurer contre 2,20 F (en timbre) ou mieux s'abonner : quatre numéros, 25 F. Chèques à l'ordre de A.D.E.L.R., à envoyer au 8, rue Buffon, Angers.



liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• **AISNE**
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (16) 23.80.17.09.

• **ARDÈCHE**
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• **BOUCHE-DU-RHÔNE**
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• **CHARENTE-MARITIME**
Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• **CÔTE-D'OR**
Groupe de Dijon : permanences le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 h à 18 h au local La Mistoufle, 61, rue Jeannin, Dijon.

• **CÔTES-DU-NORD**
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

sommaire

PAGE 1 : Editorial — **PAGE 2** : Informations des groupes de la F.A. — **PAGE 3**, Régions : Marseille et la montée de l'extrême droite — **PAGE 4**, Luttes : Remaniements au « Matin », Les chômeurs de Rennes s'organisent, Soutien à Eric Hébert — **PAGE 5**, Société : Fermeture de lignes ferroviaires en Ardèche, Tchernobyl : un an après, Pasqua en croisade contre le minitel rose — **PAGE 6**, Dans le monde : Négociations Est-Ouest en matière d'armement (2^e partie) — **PAGE 7**, Dans le monde : Négociations Est-Ouest (suite), Impressions berlinoises — **PAGE 8**, Dans le monde : Pollution en Extrême-Orient (Japon, Corée du Sud) — **PAGE 9**, Informations internationales : Bilan de la grève des ouvriers du Livre en Grande-Bretagne — **PAGE 10**, Arguments : A propos de la social-démocratie au pouvoir — **PAGE 11**, Expressions : Notes de lecture, Programmes de Radio-Libertaire — **PAGE 12**, Archives : « Langue, nation et culture » de R. Røcker, Bibliographie.

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• **GROUPES**

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Bourgoin — Loire : Saint-Etienne — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne, Lens — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vendée : Groupe libertaire de Vendée, La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• **LIAISONS**

Alpes-Maritimes : Nice, Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence, Arles — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Grenoble — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Haute-Saône : liaison de la Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer, Carcès, Draguignan — Vosges : liaison des Vosges.

débats

• **SEVRAN-BONDY**
Le groupe Sevrans-Bondy organise une réunion-débat sur le thème du fédéralisme proudhonien vendredi 15 mai, à 20 h 30, au centre A.L.F.A., 3, allée des Pensées, 93140 Bondy.

• **PARIS**
Le groupe Louise-Michel organise le 15 mai, dans son local au 10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche), une conférence animée par Jacky Toublet sur le sujet « La fin d'une certaine classe ouvrière ». Cette conférence débutera à 20 h et sera précédée dès 18 h d'une vidéo et de l'indispensable buffet.

• **CHELLES**
Le groupe Sacco-Vanzetti organise samedi 30 mai, à 20 h 30, la projection du film « L'orchestre noir » ou « la plongée effarante dans les souterrains brûlants de l'extrême droite moderne ». Le film sera suivi d'un débat, animé par Gaetano Manfredonia, autour du thème : « Pratiques, moyens et idéologie de la droite fascisante ». Cette réunion-débat aura lieu au local du groupe, 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

RÉGION PARISIENNE

• **GROUPES**

Paris : quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 8^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony, Montrouge — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Sevrans/Bondy — Val-de-Marne : Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Sarcelles.

• **LIAISONS PROFESSIONNELLES**
O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

liste des permanences des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.
Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.
Groupe « Voline », Paris 20^e : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

• **BANLIEUE**

• Seine-et-Marne
Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.
• Yvelines
Liaison « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.
• Hauts-de-Seine
Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.69.48.58.
• Val-de-Marne
Groupe de Créteil : permanences tous les dimanches, de 9 h 30 à 11 h 30, au marché de l'Eglise.
• Val-d'Oise
Groupe « Kropotkine » : permanence tous les dimanches matin au marché Héloïse, à Argenteuil.
Groupe de Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste).

Permanence du secrétariat aux relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République) Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner à 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Chèque postal Réabonnement Chèque bancaire Abonnement de soutien Mandat-lettre

Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

GÉOGRAPHIE DU FASCISME Marseille, ville témoin

La cité phocéenne tient la vedette dans les médias sur le sujet brûlant du racisme-fascisme. C'est à se demander qui, de Le Pen ou de la presse, s'en est emparé le premier comme du sujet de référence en la matière.

Le décor

Il est vrai que cette ville est truffée de particularités, de tares selon certains. Premier port de France, troisième port d'Europe il y a encore peu de temps, Marseille a bâti sa prospérité sur les colonies et, depuis la perte de celles-ci, la bour-

Neuve le fameux *Bar des Yachts*, première vitrine du parti de Le Pen.

Depuis la première heure, le racisme le plus abject s'y affiche sans retenue. Le cas est significatif car il a créé un précédent qui a fait florès. On ne compte plus les réparations de cette sorte où l'on applique des tarifs dissuasifs à l'encontre des Arabes, où l'on placarde le portrait de Jean-Marie et des messages de bienvenue du style « *Aimez-la ou quittez-la* ».

Les taxis ont tous leur autocollant agressif et tricolore, ça crée l'ambiance. Mais ceci n'est que la partie ostensible du phénomène. Le

ment la condition capitale de l'efficacité.

Dès lors que ceux-ci se contentent de déclarations de principe, en abandonnant la rue au Front national, et préférant remplir les urnes « démocratiques », toute mobilisation perdait de ses chances de succès. Dont acte, puisque toutes les fêtes, contre-manifs, assises, collectifs et autres initiatives ont fini par rassembler de moins en moins de monde, hormis les convaincus de l'extrême gauche. Pour résumer, disons que la lutte anti-F.N., à Marseille, doit réunir les conditions suivantes : l'aval, si ce n'est le soutien

peuvent compter sur le nombre de ceux qu'ils comptent justement assiéger. Raisonnablement qui se mord la queue, s'il en est.

On ne voit, en effet, aucune raison pour que les « partis frères » se sentent concernés, occupés qu'ils sont à vider leurs querelles intestines (dans le cas du P.S., la succession de Gaston fait des dégâts) et à récupérer leurs électorats respectifs (le P.C.F. ayant été battu à plate couture dans ses fiefs des quartiers Nord... par le F.N.).

On les voit donc trop affairés à conserver la minuscule majorité qu'ils ont réussi à sauver et à préparer les prochaines échéances électorales, croyant pour cela à un renouveau possible, sachant qu'ils disposent d'une quantité de victimes des restructurations diverses encore prêtes à faire jouer l'alternance. Victimes qui auraient été les leurs s'ils avaient su (ou voulu, à l'échelle nationale) conserver le pouvoir.

Tant qu'ils ne croient pas à la déroutée complète, tant qu'ils ne sentent pas sous leurs fesses la flamme fasciste dégager des odeurs de roussi, nos politiciens humanistes n'ont aucune velléité radicale autre que l'appel aux bulletins. La Fédération communiste en reste encore comme deux ronds de flan de la défaite infligée à l'intérieur même de son territoire banlieusard.

On peut imaginer que ce qui monopolise actuellement ses réflexions internes est de savoir s'ils doivent faire pire dans la xénophobie que leurs concurrents directs, vu qu'ils n'en ont peut-être pas fait assez dans leurs campagnes « *Pro-disons français...* ».

L'urgence

L'urgence est là. Le test Canebière ayant donné à fond pour Le Pen puisqu'il a réuni 3 000 personnes pour le défilé. Il a profité pour cela d'une proportion considérable de pieds-noirs et de leurs descendants, car ils ont fait des petits. Ces types-là crèvent toujours de prendre leur revanche et leur rêve le plus cher est de remplir les eaux troubles du Vieux-Port des cadavres des ratonnés.

A supposer que Jean-Marie se contente d'appliquer le programme qu'il affiche (raisonnement par l'absurde), c'est-à-dire l'aide mus-

clée au retour dans le pays d'origine, excluant les hommes travailleurs patentés, il va de soi pour toute personne intelligente qu'il se heurtera à une impossibilité majeure. C'est là qu'est le danger : les futurs déçus du F.N. pourraient être tentés alors de passer directement à l'acte. Car si aujourd'hui on peut observer un calme relatif, du au fait que les troupes sont bien tenues dans une organisation mise sur pied par un ex-responsable du P.C.F., on peut supposer que cela ne sera pas éternel, et que les vieux réflexes assassins reprendront leurs droits.

Carte postale

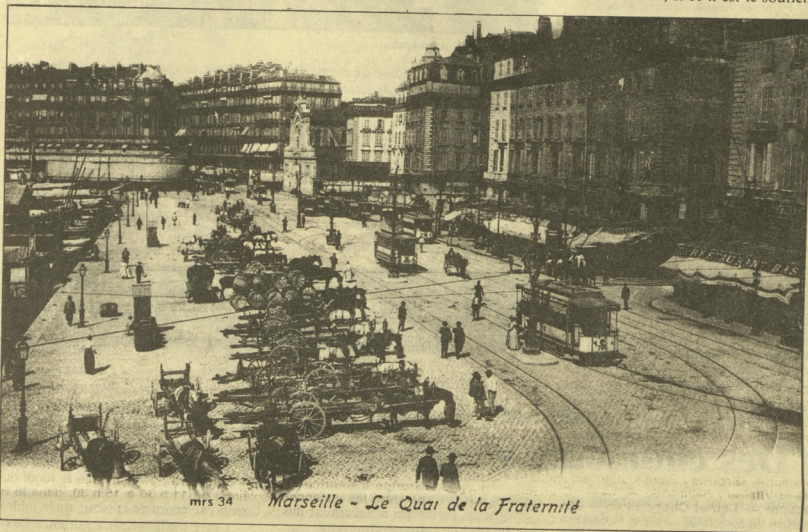
Alors, même si la solution ressemble à un certain front popu ou à une unité anti-fasciste à la mode espagnole de 1937, ladite urgence ne laisse guère de choix. Une fois de plus, on pourrait voir les forces révolutionnaires servir de bras armé à une réaction tardive des démocrates de bon ton. Mais que cela ne nous ôte pas de l'esprit que la prison d'Arenc a été réouverte sous le régime socialo, même si elle a été rebaptisée « Centre de rétention », et que la restructuration urbaine du centre-ville est menée aux dépens des habitants immigrés par les mêmes personnalités.

Le parti de Le Pen a encore de beaux jours devant lui à Marseille comme ailleurs. Devant les dangers évidents qu'il représente, la priorité des mesures à prendre est de constituer des réseaux de résistance aptes à rendre coup pour coup. Aux antifascistes d'en prendre conscience et de s'organiser en conséquence, les fachos ne feront pas de cadeaux.

Pour finir sur une note pittoresque, ça nous ferait mal de voir disparaître des quartiers comme la rue Longue-des-Capucines, de la Gare de l'Est, de la rue d'Aubagne à l'instar de la rue d'Aix, qui, certes a meilleure figure avec ses façades repeintes, mais risque de finir en bureaux et en habitations de privilégiés. Le Pen n'a pas à se plaindre des sociaux en la matière, ce sont eux qui font le boulot. Le combat est pour nous sur tous les fronts.

FRED (Gr. de Marseille)

(1) Les trois quarts des salariés marseillais le sont dans le tertiaire.



Marseille - Le Quai de la Fraternité

geoisie locale avec la courte vue qui la caractérise se débat pour conserver ses intérêts individuels sans le moindre souci de plan d'ensemble. Ce caractère est dû au fait qu'il s'agit là plus d'un port de commerce qu'industriel (1), la partie construction et réparation navale ayant été la spécialité des villes périphériques telles que La Ciotat, et la pétrochimie celle de Fos.

La mentalité commerçante étant de réaliser des profits à court terme, à l'échelle individuelle, elle a par conséquent une prédisposition spécifique à laisser pourrir toute situation ne revêtant pas un caractère d'urgence. C'est l'accumulation des phénomènes non maîtrisés qui a fait de Marseille ce qu'elle est aujourd'hui.

Marseille reste le passage privilégié de toute immigration d'origine méditerranéenne et africaine. Elle a connu deux vagues d'immigration italienne, dans la première moitié de ce siècle, une arrivée massive de pieds-noirs, après 1962, et un afflux continu de la population maghrébine, bien avant l'indépendance algérienne.

D'un point de vue extérieur et touristique, cela présente un attrait culturel et folklorique séduisant. Mais ce serait compter sans le contexte économique. On a assisté à des batailles rangées à l'embauche sur les docks, entre locaux et Italiens pendant les périodes critiques. Mais c'est surtout le « retour pied-noir » qui a amené le vrai racisme revanche qui prend toute son ampleur 25 ans après.

César, Marius et Fanny...

Ce n'est plus le légendaire *Bar de la Marine*, de Pagnol, qui tient aujourd'hui lieu d'échantillon de la douceur de vivre marseillaise. Si vous ne passez pas de flâneur vous mène sur les rives du Vieux-Port, vous y découvrirez sur le Quai-de-Rive-

racisme n'est plus honteux, on ose et on pratique le fascisme au quotidien et à visage découvert. Les derniers résultats électoraux offrent une légitimité à ces comportements primaires. Il est loin le temps où les vitrines des troquets « fafs » auraient été descendues derechef, l'état et la composition des réserves antifascistes sont dangereusement ridicules.

Les traditions politiques

En 1979, se tenait au cinéma Madeleine le meeting dit de l'Euro-droite. A cette époque la mobilisation avait été bien menée et le groupe de la Fédération anarchiste était à la pointe du combat. Cette première tentative de réveil de l'extrême droite européenne réunie au grand jour avait provoqué une réaction violente de la part de toutes les organisations de gauche.

Les anars marseillais avaient su pousser celles-ci à des positions radicales ; et il avait fallu un déploiement considérable de police pour éviter que les manifestants n'investissent les lieux. On réussit malgré cela à empêcher le déroulement du meeting aux prix d'affrontements d'une rare intensité. On a certainement cru dès cet instant qu'on avait renvoyé pour un bon moment les rats dans leurs égouts.

Est arrivé mai 1981, le contexte était donc changé. P.C.F. et P.S. avaient d'autres préoccupations et leur tiédeur relative s'est muée en indifférence vis-à-vis des fascistes arguant de la « réussite » de 1979. Ceci avant d'utiliser le phénomène comme épouvantail, avec le résultat que l'on sait. Le paysage politique marseillais ayant l'originalité d'un monopole municipal socialiste de plus de 20 ans, assorti de banlieues rouges très puissantes et d'une C.G.T. omniprésente, en particulier grâce aux docks, leur engagement ou leur simple soutien au mouvement antifasciste est malheureuse-

direct du P.C.F. et du P.S. ; une extrême gauche très active et agressive ; un mouvement libertaire radical dans ses moyens et sa détermination. Nous pourrions appeler ça la recette de 1979.

Nous sommes loin du compte. Et pour donner un exemple que l'on comparera à celui du meeting de l'Eurodroite, rappelons-nous la déconfiture de la contre-manif lors de la messe préélectorale des municipales organisée par le F.N. au Palais des congrès. Celle-ci a vu une centaine de militants se faire charger par les nervis lepénistes, les premiers n'ayant pu, le moins du monde, empêcher quoi que ce soit dans le déroulement des festivités.

A cette occasion, et pour une fois, les flics se sont faits particulièrement discrets, et ont attendu la baston générale avant de jeter, ça et là, quelques grenades d'un air pas concerné. Il faut savoir que Gaston (Defferre) était alors ministre de l'Intérieur, et que les troupes républicaines d'insécurité devaient jubiler devant le tableau.

Aujourd'hui, quelles perspectives ?

Dans la droite ligne du raisonnement qui précède, les collectifs ramassés de groupuscules de tous ordres, allant de la Ligue aux Chrétiens pour le socialisme (1), ont comme dernier fantasme d'organiser un rassemblement de masse devant l'Hotel de ville, afin « de mettre la municipalité devant ses responsabilités ». On peut augurer que le terme magique de « masse » suffira à décupler les forces des quatre chats qui se retrouveront pour la circonstance.

Si leur analyse semble être la même que la nôtre, quant aux conditions à réunir, il apparaît qu'ils interprètent la solution à l'envers. Les tractations occultes ont dû encore échouer pour qu'ils aillent réclamer l'unité aux marches du palais sachant que, pour cela, il ne

Le groupe marseillais de la Fédération anarchiste assure des permanences le samedi, de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (M^o Réformés ou Cinq-Avenues). Il est également possible de le contacter en écrivant à la librairie du Monde libertaire, relations intérieures, 145, rue Amelot, 75011 Paris, qui transmettront.



Marseille : prison clandestine d'Arenc



NOUVELLES DU FRONT

• Philippe Aizpurua, objeteur insoumis jugé en mars à Paris, a été condamné à six mois ferme. Il a fait appel de cette décision du juge Carron.

• La Coordination des lycéens et étudiants anarchistes organise une série de meetings antimilitaristes dans les universités parisiennes. Cette campagne est jumelée avec un soutien à Eric Hébert. Rendez-vous à :

- Saint-Denis (Paris VIII), vendredi 15 mai, à 12 h, amphithéâtre 1 ;

- Villetaneuse (Paris XIII), renseignements sur place ;
- Jussieu (Paris VI-VII), jeudi 14 mai, à 12 h 30 ;
- Tolbiac (Paris I), vendredi 15 mai, à 12 h 30.

• Un nouveau groupe antimilitariste vient de se créer sur Lyon, il soutient tous les réfractaires : objecteurs de conscience, objecteurs insoumis, insoumis totaux. Pour tout contact, les samedis après-midi, à partir de 14 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

• Contrairement aux engagements du gouvernement, maintes fois répétés, les troupes françaises vont franchir le 16^e parallèle au Tchad. Mais c'est pour la bonne cause... « une aide humanitaire » : ravitaillement des populations, aides scolaires et médicales, etc. Également pour apporter une « aide » logistique à l'armée tchadienne et pour voir de plus près ce beau matériel russe « oublié » par les troupes de Kadafi. Comme dirait l'autre, colonel de son état, c'est encore « l'alibis ».

• Le Sénat a adopté, mercredi 6 mai, les modalités d'application du service national dans la police. Douze mille policiers auxiliaires seront donc recrutés... et armés (c'est la petite nouveauté !). Les socialistes (à l'origine de cette initiative en 1985) et les communistes craignent une « militarisation de la police », service « civil » par excellence (sic). Humour rose pour ces « objecteurs » en service !

• Les entreprises d'armement Fritz Werner (R.F.A.) et Manurhin (France) ne se tireront pas dessus. Elles auraient conclu une entente en 1967 pour se partager le marché. Protestation vigoureuse des deux partenaires car leurs États respectifs pourraient s'inquiéter de cette entente illicite. Les clients craignent-ils le coup de fusil ?

Georges HOST

INSOUMISSION

Quelques nouvelles du comité de soutien à Eric Hébert

LORSQUE Eric s'est fait arrêter pour insoumission le 9 avril, un comité de soutien s'est créé sur Rouen, regroupant des individus venant de la Fédération anarchiste, de l'U.P.F. et d'ailleurs.

Soutien mode d'emploi

Lui écrire : Eric Hébert, n° d'écrou 27372, maison d'arrêt de Loos, 2, avenue du Train-de-Loos, 59374 Loos-les-Lille.

Envoyer des messages demandant sa libération immédiate :
• au Tribunal de grande instance de Lille, M. le juge Faure, avenue du Peuple-Belge, 59000 Lille ;
• au ministère de la Justice, place Vendôme, 75001 Paris (tél. : [16.1] 42.61.80.22) ;
• au ministère de la Défense, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (tél. : [16.1] 45.55.95.20).

Affiches et pétitions disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (tél. : [16.1] 48.05.34.08).
Comité de soutien à Eric, B.P. 58, 76160 Darnetal.

Depuis, nous faisons en sorte de multiplier l'information : communiqués de presse, affiches, tracts... contacts avec d'autres groupes de même sensibilité, etc. Nous avons

également pris contact avec des associations, des syndicats, des personnalités pour obtenir un soutien (nous avons déjà reçu quelques messages de sections de la L.D.H. et certaines personnalités comme Léo Campion, Alex Métayer, Gilles Servat, Vidal-Naquet, Claude Autan-Lara, etc., nous ont apporté leur soutien).

Des pétitions ont également circulé, comprenant 2 500 signatures à ce jour, et ont été envoyées au juge Faure, chargé de l'instruction à Lille, histoire d'accélérer la mise en liberté d'Eric. Dernièrement, nous sommes intervenus lors de la manifestation du Premier Mai à Rouen, avec banderole, tracts, pétitions, ce qui nous a valu quelques heurts avec le service d'ordre P.C.-C.G.T., qui n'avait pas l'air d'apprécier notre présence (sur notre photo ce ne sont pas des membres du comité de soutien qu'on peut voir, mais les gros bras staliniens qui essaient de maintenir un vide sanitaire entre nous et le gros de la manif C.G.T.).

L'après-midi, profitant d'un week-end sportif à Rouen, en l'occurrence les Vingt-quatre heures motonautiques, on a déroulé sur le pont une immense banderole (27 mètres) demandant la libération d'Eric, puis distribué des tracts et lancé des papillons antimilitaristes. L'accueil fut assez bon, des gens allant même jusqu'à nous aider.



Les gros bras staliniens...

Le 13 mai, Eric passe de nouveau devant le juge d'instruction pour complément d'information. Le 16 mai, nous organisons un meeting de soutien (salle de la Halle-aux-Toiles, Rouen, à 14 h) au cours duquel des syndicats et des associations soutenant Eric prendront la parole (sections E.E., C.F.D.T., L.D.H.).

Pour ce qui est de vous, lecteurs du *Monde libertaire*, continuez à écrire à Eric, continuez à submerger le juge Faure de télégrammes demandant la libération d'Eric... Voilà, c'est tout pour aujourd'hui. « Hasta la Victoria. »

JEAN-PIERRE

ÉRIC HÉBERT, INSOUMIS TOTAL PRISONNIER D'OPINION ET OTAGE DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEPUIS 36 JOURS

RENNES

Des chômeurs s'organisent

A Rennes, comme en Bretagne, le chômage s'est installé durablement et malgré son image de modernité, aucun début de solution n'est apporté à ces chômeurs, de plus en plus nombreux et privés de ressources.

Les perspectives à l'aube de l'an 2000 montrent une stagnation de

l'emploi et par conséquent une stabilité du chômage. Même si Rennes est une ville à fort pourcentage étudiant, c'est une ville qui vieillit doucement. Au chômage des jeunes s'ajoute progressivement la mise au rebut des travailleurs plus âgés.

Dans ce contexte, une nouvelle association est née. « Refus chô-

mage » se propose de regrouper les chômeurs actifs qui n'acceptent pas la fatalité de cette productivité, toujours en hausse, génératrice de gros profits pour les uns et de misère pour les autres.

« Refus chômage »

Les chômeurs ont des droits notamment à l'information, à la défense collective, à l'expression. « Refus chômage » avance cette revendication de la dignité et la soutien par des actions très concrètes. Il ne s'agit pas de lutter contre le chômage et ses effets pervers sur le papier, mais par une mobilisation de tous les jours.

Constatant que le chômeur ne jouit que d'un statut social au rabais, il est nécessaire de s'organiser pour obtenir des compensations et lutter pour la gratuité des transports, le droit à un logement décent, à une couverture sociale pour les plus démunis, l'accès aux moyens éducatifs, culturels et de loisirs.

Dénonçant cette société de profit, « Refus chômage » n'entretient aucune illusion sur les plans de réinsertion, de reconversion, T.U.C., S.I.V.P., formations bidons et autres plans Séguin.

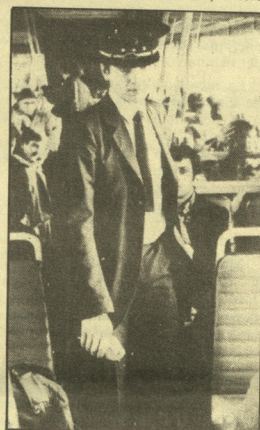
Transports gratuits

Ces dénonciations et ces revendications, parce qu'elles touchent des problèmes vitaux, recueillent notre sympathie. Elles doivent s'appuyer sur des analyses toujours plus ouvertes à la lutte contre notre société de classe, où les chômeurs sont parmi les payeurs de « l'indispensable restructuration ». C'est donc avec intérêt que nous avons vu « Refus chômage » appeler à l'action concrète en bloquant symboliquement les bus samedi 25 avril dans le centre de Rennes.

La municipalité socialiste refuse aux chômeurs ce que Nantes, Montpellier et d'autres villes leurs accordent : la gratuité des transports. Traverser quotidiennement la ville à la recherche d'un hypothétique

salaires revient très cher et l'indignation est compréhensible.

Cette indignation augmente lorsque la mairie et la compagnie des bus se renvoient la balle et les courriers de « Refus chômage » pour finalement ne pas y répondre, et se décharger sur le Centre communal d'action sociale. Celui-ci indiquera qu'à moins d'avoir 75 ans, d'être



invalide ou handicapé mental, les chômeurs peuvent aller se brosser !

Autonomie d'action

Vouloir confiner les chômeurs dans une situation d'assistés béats et feindre de croire qu'ils sont incapables de prendre leurs affaires en mains, voilà qui dépasse les bornes. « Refus chômage » entend dénoncer par l'organisation des chômeurs sur la base de l'autonomie d'action et d'une intransigeante indépendance. Pour notre part, il nous revient d'appuyer ces initiatives à l'heure où elles se multiplient.

Prochain épisode, le 4 mai, jour du conseil municipal. On n'a pas été invité, mais on a des choses à dire...

MARC
(Gr. de Rennes)

PRESSE

Le crépuscule du « Matin » ?

MERCREDI 3 mai le quotidien *Le Matin* n'était pas dans les kiosques. La cause première en était la grève des journalistes dont la paye d'avril n'avait pas été versée, ils envisageaient même d'assigner la direction en référé. L'autre cause étant ladite direction et les capitaux qu'elle amène dans son sillage. Le nouveau président-directeur général du *Matin*, Jean-René Poillot, a annoncé le dépôt de bilan du journal mercredi après-midi au conseil d'administration.

Paradoxalement cette décision a provoqué la reprise du travail par les journalistes (1) à la suite d'une assemblée générale où il semblait qu'on ait enfin apporté un nouvel éclairage sur les difficultés financières du journal. L'intersyndicale F.O.-C.F.D.T.-C.G.T. des employés et des journalistes du *Matin* déclarait, jeudi dernier, « Dix ans après la création du *Matin* de Paris et après les crises successives que ce titre a connues ces dernières années, nous espérons qu'enfin *Le Matin* retrouvera à la fois de solides assises financières et un véritable projet rédactionnel qui lui permettent de retrouver une identité au sein de la presse parisienne ».

Paul Quilès, député socialiste et président du holding Médias-Presses-Communication (M.P.C.), est le principal actionnaire du *Matin*. Mais des partenaires italiens (Interpart et Edipart) détiennent 19,6% de M.P.C. et 12,2% de la S.A. du *Matin*. Un éventuel repreneur pourrait être envisagé et les noms des plus illustres papivores y passeraient...

Tout cela ne semble concerner que les journalistes, mais les ouvriers du Livre s'ils sont restés en marge du conflit n'en sont pas moins cruellement concernés. Le « Père la tendresse » n'a-t-il pas laissé entendre qu'un tiers de l'effectif était bien suffisant ! Et pendant ce temps-là, Hersant engraisse et se marre en tirant à boulets rouges sur la révolution française.

SITTING BULL

(1) Juridiquement, le dépôt de bilan prévoit une prise en charge immédiate des salaires par les Assedic de la région parisienne.

QU'EST-CE qui lui prend ? Une question que nous avons souvent eu l'occasion de nous poser à propos de Charles Pasqua. Après son offensive (loupée) contre la presse porno et celle qu'il y assimile, après le « musée de l'horrible » qui est devenu le festival du grotesque, le voilà qui entre en croisade contre le minitel dit « rose ».

Pasqua et ses miniteleries

N'y a-t-il vraiment que de l'idiotie et de la pudibonderie dans les propos que Pasqua a tenu à la Haute-Marne Libérée ? Le ministre



de l'Intérieur prétend, une fois de plus, protéger les mineurs. Pour quels mineurs s'inquiète-t-il ? Rassurons-le, aucun môme de sept ans ne s'intéresse aux tristes fantasmes télématiques des adultes. Lorsqu'il sera en âge de s'y intéresser, il trouvera de quoi assouvir sa curiosité par le biais du minitel ou par un autre, et plus probablement par un autre.

Comme dans le cas de la presse porno, les messageries pornos ne sont pas précisément destinées aux enfants. Pourquoi Pasqua n'interdirait-il pas les vidéos pornos, qui elles aussi peuvent tomber sous la main d'un mineur s'ennuyant devant le magnétoscope familial ? Autre argument piteux de Pasqua-la-pudeur : les messageries contribueraient à augmenter le proxénétisme et la prostitution. Dans ce cas, qu'il interdise d'abord les journaux gratuits qui regorgent d'annonces du style : « jeune fille accueillerait pour l'après-midi homme généreux ». Il s'agit dans ce cas de prostitution bien plus explicites que les annonces du minitel. Mais il est certain que ces jeunes femmes, qui ne se prostituent sans doute qu'occasionnellement, trouveront toujours un autre moyen de faire commerce de leurs charmes.

L'exploitation de la femme-objet

Anodins, les innombrables réseaux pornos ? Oui et non. La publicité dont ils inondent la capitale est littéralement infâme. Ces affiches, représentant des femmes à quatre pattes ou les jambes écartées sous la légende « je suis tout à toi », donnent une furieuse envie de faire de la peinture. Mais la solution n'est pas dans un décret du ministre de l'Intérieur. Qu'il accorde plutôt aux associations féministes le droit de se porter partie civile... ou que les afficheurs ne s'étonnent pas

de retrouver leurs annonces en confettis. Le minitel en lui-même n'est qu'un mode de communication. Le censurer sous prétexte d'outrages aux « bonnes mœurs » (lesquelles ?) est absolument ridicule. Le fait qu'il existe des clients qui paient 60 francs par heure sur les 36.15 pour le plaisir d'écrire des obscénités à un correspondant anonyme, et que des serveurs gagnent des fortunes simplement en comptabilisant les taxes téléphoniques, relève principalement de l'insondable connerie humaine. Pasqua est particulièrement mal placé pour la stigmatiser.

Rose, c'est rose

L'identité de ces serveurs n'est sans doute pas étrangère aux foudres de Pasqua : la plupart des minitels « roses » sont détenus par la bien-pensante presse de gauche : *Libération*, *Le Nouvel Observateur* (Jane, Aline) et *Le Matin de Paris* (Sexap). Sous couvert de pudibonderie, Pasqua menace en fait de couper l'herbe sous le pied d'une presse de gauche souvent fort mal en point.

Inutile d'insister sur la déontologie douteuse d'organes de presse qui, conjoncture oblige, se transforment discrètement en maquereaux. Et reconnaissons qu'une fois encore, Pasqua a bien joué. Rappelons que la dernière offensive de Pasqua contre la presse porno avait pour but d'occulter le passage au *Journal officiel* de la carte d'iden-

tité informatisée. Toute la presse bourgeoise n'y a vu que du feu.

Réaffirmer son identité de père-la-pudeur, rafler au passage quelques voix d'intégristes et de pudibonds, griller une juteuse mais inavouable ressource de la presse de gauche... parfait. Mais en accusant le minitel d'inciter à la prostitution, ce sont les P.T.T. que Pasqua traite de maquereaux.

Rappelons le principe des messageries : une société bidon, en général prête-nom d'un grand journal de gauche, ouvre un serveur minitel. Elle lui trouve un nom, un programme (du style : toutes les positions du Kama-Soutra). Il ne lui reste qu'à attendre les clients, qui, pour 71 centimes de taxe de base, pourront soit consulter le programme, soit dialoguer entre eux sous un pseudo. A la fin du mois, la facture téléphonique (souvent vertigineuse) de l'abonné reviendra pour moitié au serveur et pour l'autre aux P.T.T., qui sont de fait les pre-



miers bénéficiaires du commerce des phantasmes télématiques. De fait, la réaction des P.T.T. ne s'est pas faite attendre. Et la solidarité gouvernementale, bordel ! Il y a fort à parier qu'elle ne sera pas entamée. Il suffira à Pasqua d'instituer un code d'accès spécial aux abonnés du minitel rose (symbolique, mais bidon puisque rien ne permet de contrôler l'âge des utilisateurs) et au ministère des Communications de moduler ses tarifs... Nous leur faisons absolument confiance sur ce point.

Pascale CHOISY

S.N.C.F. Non à la fermeture de « l'étoile ferroviaire »

APRÈS la fermeture au trafic voyageur, le 9 mars 1969, des lignes ferroviaires pénétrants dans l'Ardèche, la S.N.C.F. veut dès l'année prochaine supprimer tout trafic de marchandises sur la ligne Le Teil-Vogüé-Lalevade. C'est un coup mortel porté à l'économie bien chancelante de la Basse-Ardèche.

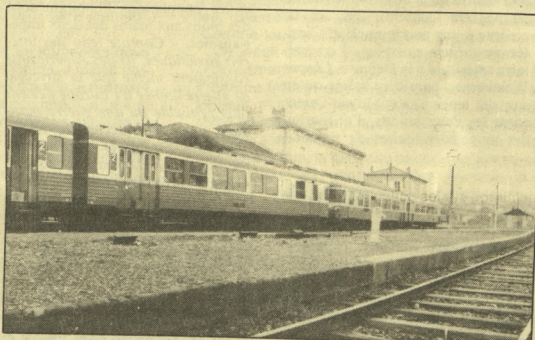
A l'heure actuelle, deux grosses entreprises (pour la région) utilisent cette ligne quotidiennement : une coopérative fruitière, Viva-coop, et la verrerie B.S.N. de Labégude. La fermeture de la voie ferrée entraînera à court terme leur disparition, causant ainsi des centaines de suppressions d'emplois.

Pour le profit immédiat

Alors que le chemin de fer est sous-utilisé, les routes du département sont engorgées par les camions. Il faut savoir que la section urbaine (Aubenas-Lalevade) de la R.N. 102 est une des plus chargées qui soit en France pour le trafic des matières dangereuses.

La voie ferrée qui longe cette route permettrait pourtant d'acheminer dans de meilleures conditions de sécurité ces produits. Malheureusement, dans notre société libérale, seul le profit immédiat entre en ligne de compte. Les transporteurs routiers, organisés en lobby très puissant auprès du conseil général de l'Ardèche, en surexploitant entre autres leurs salariés qui bossent souvent 50 heures, 60 ou davantage par semaine, peuvent acheminer à meilleur prix les marchandises.

La S.N.C.F. fait également tout pour décourager ses « clients » éventuels. Cette année, elle n'a pas renouvelé le contrat de location d'un quai de transbordement utilisé par un revendeur de voitures d'occasion, qui acheminait régulièrement par train des véhicules de la région parisienne à Aubenas.



Autorail « spécial » en gare de Vogue (juin 1984).

Des choix révélateurs

Le département dépensera dans les prochaines années 520 millions de francs pour le réseau routier (ce qui n'est pas un luxe !), mais rien n'est fait pour rénover la voie ferrée qui est plus que centenaire.

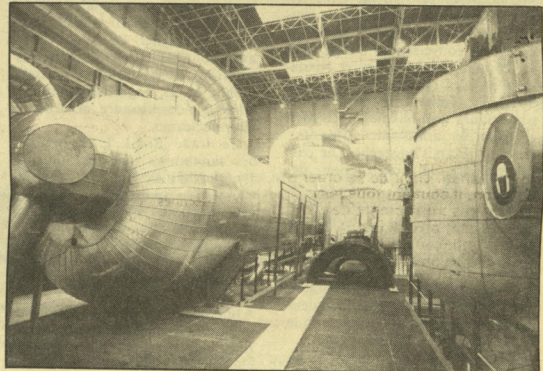
Vingt-cinq millions de francs suffiraient pour la refaire entièrement entre Le Teil et Lalevade, permettant ainsi à des autorails de circuler à des vitesses compati-

bles avec l'attente des usagers. Le trajet Aubenas-Valence s'effectuerait en un peu plus d'une heure, alors qu'en autocar (seul moyen de transport existant actuellement) il faut au moins deux heures.

Les prochaines semaines vont être décisives pour l'avenir du rail en Ardèche. Cinquante mille titres

de transports ont été délivrés en 1986 par les gares de la Basse-Ardèche, alors qu'aucun train ne circule, aussi la lutte déterminée des usagers et des cheminots doit permettre d'imposer aux différentes collectivités territoriales et à la S.N.C.F. l'ouverture au trafic voyageur de « l'étoile ferroviaire de Vogüé », condition indispensable pour éviter tout démantèlement du chemin de fer dans nos régions.

Groupe anarchiste d'Aubenas



POLLUTION

Tchernobyl : un an après

C'EST dans les derniers mois d'avril 1986, qu'était annoncé l'accident de Tchernobyl (1). Un an après, quel bilan peut-on tirer de cette catastrophe encore unique en son genre — mais pour combien de temps ? — dans le monde. Les chiffres officiels, divulgués par les autorités soviétiques, ne tiennent pas compte des risques de maladies susceptibles de se déclarer dans les années à venir (2).

Les chiffres les plus fantaisistes ayant été publiés sur la question (3), il est pratiquement impossible d'avoir un nombre précis de victimes. On ne saura donc jamais la quantité de mort dus à la contamination radioactive. Ce fait illustre bien notre manque de connaissances sur les effets que peut avoir la radioactivité dans l'environnement. Mais, illustre bien, plus généralement, le manque de maîtrise de notre société sur ce qu'on appelle aujourd'hui « une catastrophe technologique majeure » (4). Cette situation ne date d'ailleurs pas de ces dernières années. Rappelons-nous les accidents survenus dans les mines de charbon au début du siècle (5) !

On aurait pu penser que l'accident de Tchernobyl allait freiner la poursuite des programmes nucléaires dans les pays industrialisés. Or il n'en est rien. En France, la mise en chantier et la mise en service de nouvelles centrales devaient être poursuivies comme prévu. On peut rappeler ici, qu'une centrale ne peut fonctionner en moyenne qu'une quarantaine d'années. Au bout de ce laps de temps, elle est mise hors service. Certaines peuvent être déclassées au bout de dix ans, comme Chinon 1 par exemple. Les problèmes qui se posent alors sont les suivants : que faire d'une centrale nucléaire arrêtée ? Comment s'en débarrasser ? (6).

Un autre problème majeur que pose le développement du nucléaire concerne le retraitement et le stockage des déchets radioactifs (7). L'industrie du nucléaire pose donc de graves problèmes à notre société. Les responsables du programme français nous affirment qu'il n'y a aucune raison de s'inquiéter sur les dangers potentiels de la filière nucléaire. L'accident de Tchernobyl et les incidents qui surviennent régulièrement en France (8) donnent raison à notre inquiétude.

A jouer constamment aux apprentis sorciers, les accidents du type de Tchernobyl risquent de se multiplier...

C. D. (Evreux)

- (1) Le Monde libertaire n°619, du 15 mai 1986.
- (2) Le Monde libertaire n°622, du 4 juin 1986.
- (3) Le Monde libertaire n°628, du 11 septembre 1986.
- (4) Patrick Lagarde, La civilisation du risque, éditions du Seuil.
- (5) Courrières 1908 : 1 100 morts, crime ou catastrophe, édition Floréal.
- (6) La Recherche n°187 : « La fin des centrales nucléaires ».
- (7) Voir divers articles publiés dans Le Monde libertaire
- (8) Le Monde libertaire n°660, du 23 avril 1987.

CHRONIQUE DE LA TERREUR NUCLÉAIRE

Les négociations Est-Ouest

DEPUIS que la guerre existe, il y a des négociations, des discussions en vue du désarmement et des accords peu ou prou appliqués. « L'Eglise a été l'une des premières institutions à tomber dans le piège des nobles initiatives démenties par les faits. L'interdiction aux convertis de reprendre les armes après avoir reçu le baptême, l'engagement demandé aux chevaliers de ne pas faire la guerre, le projet de la "rêve de Dieu" (concile de Toulouse en 1041, interdiction de guerroyer les dimanches et jours de fête, jamais appliqués), furent de retentissants ratages. » (1)

C'est en 1920 que le désarmement devient un trait essentiel des instances internationales, avec la première Commission permanente créée par la Société des Nations. De 1920 à 1980, quelques vingt-six conflits d'importance et une guerre mondiale ont ensanglanté la planète ; pendant la même période quelques vingt-cinq réunions, congrès internationaux, commissions, conférences, assemblées... se penchèrent sur le douloureux problème du désarmement. Comme on le voit, faire la paix est un souci constant des instances nationales ou internationales, presque aussi important que celui de s'étriper.

De S.A.L.T. I...

Pour en revenir aux dernières (pour le moment) négociations Est-Ouest, c'est le 7 novembre 1969 à Helsinki que se sont ouvertes les conversations sur la limitation des armements stratégiques, appelées également conversations S.A.L.T. I. Le 26 mai 1972, Brejnev et Nixon signent les premiers accords S.A.L.T. I, limitant les armements stratégiques anti-missiles (A.B.M.) et gelant les armements offensifs. Les deux Etats s'engagent à ne pas entreprendre la construction de nouvelles rampes de lancement, à limiter le nombre de lanceurs balistiques installés sur sous-marins (S.L.B.M.), ainsi que ces derniers au nombre de ceux qui sont opérationnels ou en cours de construction à la signature de l'accord. Les satellites de reconnaissance permettaient à chaque signataire de s'assurer que l'autre respecte l'accord.

Cette convention devait rester en vigueur 5 ans et fut prolongée en novembre 1977, dans l'attente de la signature de l'accord S.A.L.T. II. Mais elle ne concernait ni les missiles à portée intermédiaire (voir article précédent), ne pouvant atteindre les deux grands mais menaçant l'Europe, ni les bombardiers. Les missiles pouvant porter autant d'ogives atomiques que le permet le « progrès » (1), cet accord a en fait stimulé la course à l'amélioration des performances et le développement de l'emploi d'ogives à têtes multiples.

En 1973 et 1974, divers accords américano-soviétiques sur la prévention de la guerre nucléaire limitent les expériences nucléaires souterraines et, pour dix ans, à 2 400 le

APRÈS avoir, dans un premier article, abordé les notions de base concernant l'arsenal nucléaire, son évolution et celle des doctrines militaires touchant à son utilisation, nous envisageons cette semaine les négociations Est-Ouest dans ce domaine. Notre prochain article sera consacré aux conséquences d'une guerre nucléaire et à la position des anarchistes face au désarmement et aux risques de conflit.

nombre des missiles et des bombardiers porteurs d'ogives nucléaires et à 1 320 le nombre des fusées à tête multiples (voir tableau indiquant la situation en août 1986).

...à S.A.L.T. II

Le 31 janvier 1975, les négociations reprennent pour compléter les accords S.A.L.T. I ; elles se conclurent le 18 juin 1979 par la signature à Vienne de l'accord S.A.L.T. II entre Brejnev et Carter. Celui-ci ne sera jamais soumis à l'accord du Congrès américain, donc non ratifié, car une proportion non négligeable de parlementaires estime que les Américains ont fait trop de concessions aux Soviétiques, puis cette ratification sera « oubliée » du fait de l'évolution de la politique internationale. Il est à noter, fait significatif, que dix jours avant de signer l'accord, Carter avait donné le feu vert pour la construction d'un nouveau missile mobile M.X., engin intercontinental de grande puissance, armé de dix têtes nucléaires.

Ce traité S.A.L.T. II envisage des limitations tant quantitatives que qualitatives :

- limitation globale des lanceurs, avec fixation de quotas pour les engins terrestres et sous-marins concernant le nombre de missiles à têtes multiples, ainsi que pour les avions porteurs de missiles de croisière (Cruise) ;
- limitation en ce qui touche la création de missiles intercontinentaux terrestres, la puissance des charges de chaque missile à têtes multiples, le nombre de missiles de croisière emportés par un avion. De plus, il était interdit de construire de nouveaux silos pour les missiles lourds.

Un protocole (valable jusqu'au 31 décembre 1981) est également signé. Il prévoit l'interdiction de tout essai en vol et la mise en place de missile terrestre mobile et de missile intercontinental A.S.B.M., la mise en place de missiles de croisière basés à terre et sur mer (portée supérieure à 600 km).

La crise des Euromissiles

Cependant les Etats européens (la R.F.A. entre autres) sont inquiets :

en effet l'accord américano-soviétique porte sur les armes stratégiques (longue portée) et non sur les armes de portée intermédiaire. Nombreux sont ceux (chancelier Helmut Schmidt dès 1977, par exemple) qui estiment que les Etats-Unis ont sacrifié la sécurité européenne à celle de leur territoire (voir déclaration de Kissinger, article précédent). Le meilleur exemple est la non-limitation des missiles nucléaires soviétiques S.S. 20 et des bombardiers soviétiques Backfire, qui ne sont pas capables de menacer les Etats-Unis mais qui peuvent anéantir l'Europe. D'autres clauses semblent défavoriser les Occidentaux et permettent aux Soviétiques d'améliorer leur potentiel offensif en le modifiant quelque peu pour respecter les accords.

Dès le mois d'août 1979 (deux mois après la signature de S.A.L.T. II), Zbigniew Brzezinski propose de doter l'Europe de fusées Pershing II et le 12 décembre 1979 les pays membres de l'O.T.A.N. acceptent pour la fin de l'année 1983 le déploiement en Europe de nouveaux systèmes d'armes (108 Pershing II et 464 missiles de croisière sol-sol) pour renforcer la crédibilité de la stratégie dite de « riposte flexible » (en outre, l'engagement des Etats nucléaires américaines en cas d'agression de l'U.R.S.S. apparaissait plus crédible et pouvait rassurer les Etats européens).

Mais cette décision fut à l'origine des grandes manifestations pacifistes qui ont secoué l'Europe depuis 1981. Outre le problème de l'action pacifiste qui, au sein de la confrontation Est-Ouest, peut servir objectivement les intérêts de l'une ou l'autre des deux grandes puissances (nous aborderons ce sujet au cours du troisième article), on peut constater que l'implantation des Pershing II ne satisfait qu'en partie les besoins de sécurité des Etats européens. En effet, les Etats-Unis restent maître de la décision de riposte et peuvent consentir en fin de compte à une guerre nucléaire limitée au théâtre européen. Le secrétaire américain à la Défense, Caspar Weinberger, considère même qu'en cas de tension au Moyen-Orient entre les deux grands, l'utilisation des moyens militaires de pression

du théâtre européen est envisageable.

Deux impérialismes à l'œuvre

En fait, Etats-Unis et U.R.S.S. cherchent continuellement à accroître leurs forces. Les S.S. 20 soviétiques sont des armes perfectionnées, mobiles, précises et disposant de têtes multiples, qui peuvent frapper sur toute la surface de l'Europe (portée de 5 000 km) sans atteindre les Etats-Unis. De l'autre côté, les Pershing II n'ont qu'une portée de

depuis le 30 novembre 1981 sur les forces nucléaires intermédiaires (F.N.I.) et opposent les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Troisième série de conversations, celles concernant les négociations stratégiques de Genève (S.T.A.R.T.) qui portent depuis 1982 sur un plafonnement du nombre d'ogives et de lanceurs de chaque camp (Etats-Unis, U.R.S.S.). Le 24 novembre 1983, après l'arrivée des premiers Pershing I en Grande-Bretagne et l'approbation en Allemagne fédérale par le Bundestag de l'implantation d'euromissiles, Iouri Andropov déclare que les négociations de Genève sur les F.N.I. n'ont plus lieu d'être et le 8 décembre suspend les négociations S.T.A.R.T. et les pourparlers M.B.F.R.

Les propositions de Gorbatchev

Les diverses discussions étaient depuis lors bloquées, malgré des

BALANCE DES FORCES CLASSIQUES SUR LE THÉÂTRE EUROPÉEN

	Pacte de Varsovie	Alliance Atlantique	Pacte Alliance
Effectifs totaux (forces de sécurité exclues).....	4 520 000	2 775 000	1,62
Divisions terrestres ou unités équivalentes (1)	191	88	2,17
Chars de combat.....	48 000	13 500	3,55
Véhicules blindés de transport de troupes et véhicules de combat d'infanterie	70 000	33 000	2,12
Pièces d'artillerie, LRM et mortiers (+ de 100 mm).....	37 500	11 000	3,4
Postes de missiles antichars servis à terre ou montés sur véhicules	32 950	13 700	2,4
Pièces d'artillerie anti-aérienne (+ de 20 mm).....	9 690	5 000 (environ)	1,93
Lanceurs de missiles sol-air longue et moyenne portée	6 800	1 400	4,85
Missiles portables (type sol-air à très courte portée)	17 750	180 000 (environ)	1
Avions de combat (2) dont :	7 325	3 000	2,44
• chasseurs-bombardiers	2 180	(3) 1 960	1,11
• intercepteurs.....	4 820	795	6,06
• reconnaissance	325	235	1,38
Hélicoptères de combat et d'assaut ..	2 120	600	3,53

(1) Pour les armées mettant sur pied des brigades, on considère que trois brigades équivalent à une division.

(2) Ces chiffres correspondent aux appareils en unités opérationnelles.

(3) De nombreux intercepteurs peuvent être utilisés pour des missions d'attaque au sol et inversement.

1 800 km et ils ne peuvent pas atteindre Moscou. Mais ils accroissent le nombre de cibles à détruire et constituent une arme anti-force (en cas d'attaque soviétique).

Chacun des deux grands assure donc son jeu sur le théâtre européen et les populations l'habitent sans des pions aux mains des deux impérialismes. « Compte tenu des intérêts soviétiques, ils (les Américains) considèrent même que la stratégie de guerre limitée à l'Europe devient plus probable qu'une guerre mondiale touchant directement le sol américain. En fait, la stratégie militaire mondiale devient une tragique partie de poker menteur. » (2)

Parallèlement à ces négociations S.A.L.T. I et S.A.L.T. II, se tiennent d'autres discussions concernant des domaines différents. En 1973, s'ouvrent les négociations sur la réduction des forces en Europe (M.B.F.R.) qui regroupent dix-neuf Etats (12 de l'O.T.A.N. et 7 du Pacte de Varsovie). Leur but est la réduction mutuelle et l'égalisation des forces conventionnelles en présence sur le théâtre européen (voir tableau sur la balance des forces classiques [3]). En 1981, le président Reagan avait lancé l'« option zéro » (liquidation des S.S. 20, 4 et 5, et renoncement aux Pershing et missiles de croisière prévus par l'O.T.A.N.). L'U.R.S.S. a riposté en proposant son « option zéro » : réduction des S.S. 20 à 162 (équivalent des fusées de la France et de la Grande-Bretagne), si les euromissiles n'étaient pas installés.

Les négociations eurostratégiques de Genève, quant à elles, portent

annonces de reprise et d'ouverture de part et d'autre de 1984 à 1986, lorsque Gorbatchev proposa à Prague le 10 avril 1987 une négociation sur les fusées à courte portée qui stupéfia les Occidentaux. En effet, la supériorité soviétique dans cette catégorie d'armes est évidente et constituait la principale objection des Européens de l'Ouest à un accord américano-soviétique sur les missiles à moyenne portée (F.N.I.).

Gorbatchev envisage « d'entamer des négociations sur la réduction et la liquidation des missiles tactiques opérationnels stationnés en Europe (voir article précédent, portée de 500 km à 1 000 km, armes intermédiaires à courte portée [S.R.I.N.F.]), sans attendre un accord sur les euromissiles (F.N.I.). Il a, à la même occasion, annoncé que l'Union soviétique a interrompu la production d'armes chimiques et qu'elle se prépare à détruire les stocks de telles armes (4). Enfin il a invité (les Occidentaux) à prendre une décision sur le début de négociations globales portant sur une réduction radicale des armes nucléaires tactiques, des forces et des armements classiques en Europe... » (5)

Cette annonce du numéro 1 soviétique est un coup de maître car il prend les Occidentaux à contrepied, risquant de faire éclater leurs contradictions internes (Etats européens entre eux et, également, vis-à-vis des Etats-Unis). Par la même occasion, Gorbatchev passe pour

SYSTÈMES CENTRAUX DES GRANDES PUISSANCES

	Etats-Unis				URSS				
	Type	Nombre	Têtes	Energie Mt	Type	Nombre	Têtes	Energie Mt	Portée km
Missiles Intercontinentaux	Titan II	26	26	234	SS11	448	448	448	8 000
	Minuteman II	450	450	900	SS13	60	60	36	10 000
	Minuteman III	550	1 650	430	SS17	150	600	360	11 000
					SS18	308	3 080	1 540	10 000
TOTAL		1 026	2 126	1 564	SS19	360	2 160	1 200	9 500
					SS25	70	70	38	10 500
						1 396	6 418	3 622	
Missiles lancés par sous-marins	Poséidon	256	2 560	128	SSN6	336	336	235	3 000
	Trident	384	3 072	307	SSN8	292	292	233	9 100
					SSN17	12	12	12	4 400
					SSN18	224	1 120	224	7 500
TOTAL		640	5 632	435	SSN20	60	540	54	9 500
					SSN23	16	160	80	9 500
						940	2 460	838	
Avions (Bombardiers lourds)	B 52	241	2 248	700	Bison	45	45	45	11 200
	FB 111	56	224	70	Bear	105	300	90	12 800
	B1	15	120	24	Backfire	240	120	115	8 000
TOTAL		312	2 592	794		390	465	250	
		1 978	10 350	2 793		2 726	9 343	4 710	

Source : SGIDN

un grand « pacifiste » et peut profiter du besoin de Reagan d'un accord de désarmement international pour redorer son image de marque (bien ternie depuis l'« Irangate » et l'affaire des contras). Un accord de dénucléarisation de l'Europe (souhaité par les Allemands) aboutirait à la mort avant naissance d'une défense européenne indépendante des Etats-Unis (vers laquelle semblait s'orienter l'Etat français cohabitationniste). Par ailleurs, une dénucléarisation de l'Europe, qu'on peut espérer à terme, apparaît dangereuse avec le déséquilibre actuel des forces conventionnelles au profit de l'U.R.S.S. (les armes nucléaires de courte portée servant d'armes anti-forces s'opposant à une attaque classique). Gorbatchev a bien prévu cette objection puisqu'il lie la suppression des armes intermédiaires à court terme à une réduction du potentiel conventionnel et chimique (mais avec quelles échéances ?). Cette fois, la France qui se situe traditionnellement dans une position d'indépendance vis-à-vis de l'O.T.A.N. risque de devoir participer au programme de dénucléarisation de l'Europe, laissant les deux grands seuls maîtres de l'arsenal nucléaire avec leurs missiles stratégiques. L'Etat français ne pourra rester en dehors de cette tentative de finlindisation de l'Europe, position difficile à tenir face à une « pou-

sée » pacifiste internationale et à l'émission prévisible du consensus intérieur sur le nucléaire militaire. De toute façon, le seul arsenal français représentera bien peu de chose face aux géants russes et américains.

Les Etats-Unis et l'U.R.S.S., comme nous l'avons vu précédemment au cours des différentes négociations, voudront assurer leurs positions stratégiques et impérialistes. L'Europe, entre l'enclume et le

marteau, pèsera de peu de poids face à leurs appétits respectifs et il est à craindre une période d'instabilité avec ces récentes propositions, car nous ne sommes pas assez naïfs pour croire en la bonne foi pacifiste des deux grands : la finlindisation de l'Europe ne peut aboutir qu'à une situation de plus grande dépendance vis-à-vis de l'un ou de l'autre.

Georges HOST

(1) Jean Bacon, Les saigneurs de la guerre, Les Presses d'aujourd'hui, en

vente à la librairie du Monde libertaire, 72 F.

(2) Jacques Fontanel, L'économie des armes, éditions La Découverte, en vente à la librairie du M.L., 31 F.

(3) La supériorité quantitative des forces du Pacte de Varsovie est à noter, quant à l'écart qualitatif profitant traditionnellement à l'O.T.A.N. il tend à diminuer.

(4) Armes qui n'existaient pas sur le territoire soviétique il y a peu de temps encore, selon les affirmations des responsables du Pacte de Varsovie. Notons toutefois que la « transparence » de M.

Gorbatchev ne risque pas grand chose puisque la vérification de l'arrêt de fabrication et de la destruction des stocks est très difficile sinon impossible. Les Etats-Unis disposeraient d'un stock estimé à 40 000 tonnes de ces produits et la France, depuis deux ans, a envisagé d'utiliser de telles armes.

(5) Le Monde, 12-13 avril 1987.

Sources : divers articles parus dans Le Monde, Le Matin, Le Quotidien de Paris, Libération en avril-mai 1987 ; Faits stratégiques 1986, Institut international d'études stratégiques, éditions Bosquet.



R.F.A.

Impressions berlinoises

Il fait beau et chaud à Berlin, les arbres sont en fleurs dans la métropole considérée comme la plus verte du monde. A la gare « Bahnhof Zoo », face à l'église laissée en ruine en mémoire des bombardements de la Seconde Guerre mondiale, des peintres s'affairent sur des échafaudages : dernières touches hâtives pour la commémoration des 750 ans de la ville, qui a commencé son étrange carrière en tant que village de pêcheurs slaves, entouré de lacs et de marécages sauvages.

Atmosphère printanière et misère

Dans la rue ensoleillée, un orgue de barbarie (son classique ici, mais contexte actuel) autour duquel on distribue des tracts, avec un soleil souriant là aussi et un texte imprimé en vert : « Vivre sans peur ! ». Cette initiative de diverses organisations antinucléaires regroupées est un appel : « Nous devons agir maintenant ! ». Les passants, presque tous, prennent la feuille, la lisent attentivement, personne ne la jette.

Le soir, au « drugstore » dans la Potsdamer Strasse, a lieu une rencontre entre une centaine de personnes ayant toutes participé à la rencontre entre libertaires et autonomes de Francfort (voir M.L. du 30 avril) pour faire un bilan. (De telles « rencontres-bilan » ont eu lieu, parallèlement, dans plusieurs villes).

Le « drugstore », je le connais, c'est un immeuble délabré comme tous les immeubles aux alentours, il faisait partie des maisons occupées au temps des squats. Il est resté un des rares « centre de jeunesse » autonome. Ça pue la misère, un peu le désespoir et, avec ses entrées, couloirs et escaliers couverts de toutes les couleurs de la palette par des graffitis les plus fantaisistes, la révolte est permanente.

La discussion est calme, « raisonnable », bien qu'on se lance des critiques. Par exemple celle que certains partici-

pants de la rencontre de Francfort ont plus discuté de leurs problèmes quotidiens dans les « Wohngemeinschaft » (habitation en communauté) que des aspects politiques et des perspectives de lutte concrète. « Pas assez de débats militants ! » Il était question également de la discussion sur la R.A.F., restant sans résultat comme d'habitude. Egalement de l'isolement de la « politique » autonome face à la population, ainsi que des rapports entre libertaires et groupes anti-impérialistes. « Le rapprochement n'était pas facile, mais il y avait de la bonne volonté de tous les côtés, malgré la sélectivité et même la "ghettoisation" de certains groupes de travail. »

Boycott du recensement

On revenait aussi et toujours au problème très actuel qui les menace tous, c'est-à-dire la « criminalisation préventive » de la part de l'Etat, fort de ses nouvelles lois « antiterroristes ». La preuve, le dernier soir, en sortant du centre dans le quartier Gallus à Francfort, des participants se sont trouvés brusquement encerclés par la police. Environ quarante hommes en uniforme et d'autres beaucoup plus nombreux en civil, munis de bâtons. Une attaque brutale suivit, quatre blessés restèrent sur place et une femme fut arrêtée. Blessée elle aussi, il fallut l'hospitaliser de suite. (Comme toujours, la presse bourgeoise déforma les faits.)

Ce week-end, à Berlin, un peu partout le boycott du recensement du 25 mai fut au centre des discussions. Faute de trouver des enquêteurs volontaires, les autorités veulent mobiliser les enseignants. « Nous sommes quarante concernés dans notre collège », dit Margret. « Et tous les quarante, nous avons refusé. » A la télé, dans les métros, les bus, la publicité pour ce recensement saute aux yeux. Dans les quartiers, des bureaux d'initiative de citoyens (« Bürgerinitiativen ») renseignent, en même temps, sur les techniques efficaces de boycottage. La lutte devient acharnée...

Au milieu de tout cela, le ronron officiel du Sénat (nommé « Der Sumpf », le « marécage », à cause des sales magouilles entre politiciens, spéculateurs immobiliers, propriétaires de bordels, trafiquants d'armes, etc.) continue à l'occasion de l'ouverture des festivités commémoratives de Berlin. Tout cela avec la participation du beau monde de la finance et de la politique, c'est la ronde sinistre du pouvoir, le vide.

Dans Taz, journal alternatif, on ironise : « Qu'est-ce qu'il se passe donc avec le Pape ? Déjà, pour la seconde fois, il se rend en visite en Allemagne et, malgré les 750 ans, encore une fois il ne vient pas à Berlin. Cette ville risque d'être le dernier bout de terre que Woljtla-

le-frénétiqne n'a pas encore embrassé... Qu'est-ce qui lui fait peur chez nous ? » Et pour conclure : « Alors viens à Berlin ou va au diable ! » Ce qui sera peut-être plus prudent de sa part car, malgré la dépolitisation apparente de certains milieux « alternatifs » de Berlin (se retirant dans le mysticisme, les « thérapies » diverses ou le nouveau « culte de la maternité »...), il faut se méfier !

Emeute à Kreuzberg

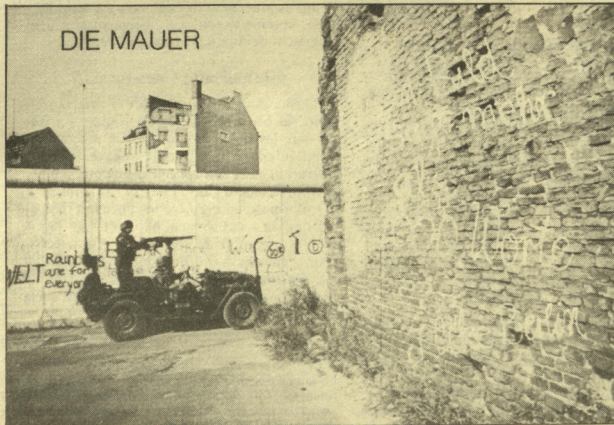
Oui, personne ne l'avait vraiment prévu. Les concernés semblent, si on lit leurs tracts explicatifs ultérieurs, être les premiers surpris. Tout commença ce week-end du Premier Mai par une des nombreuses « Strassenfeste », fêtes de rue à Kreuzberg, au bord du Mur, quartier très populaire, haut-lieu de toutes les expériences alternatives et affrontements de masse des années précédentes. Euphorie printanière, ambiance bon enfant... Mais il y a aussi comme une sorte de réveil printanier de la contestation. On discute ensemble. La veille quelque chose s'est passé au Mehringhof, tout le monde est au courant. Le Mehringhof, c'est le plus grand centre autonome de Kreuzberg, qui groupe dans ses étages de nombreux groupes et projets, tels que des initiatives politiques (1). Le soir, la police y a fait interruption, « à la sauvage », pour y confisquer des tracts contre le recensement. Autres sujet de discussion, le Kinderbauernhof (« la ferme pour enfant » à Kreuzberg), un projet dans la Görlitzer Strasse qui fonctionne depuis huit ans et qui est menacé par le Sénat et son avidité à couvrir le dernier terrain libre par des cubes de béton lucratifs.

Dans l'air, malgré le parfum de printemps, cela sent le chômage et la misère grandissante. A l'écart de la fête, un mini-car de la police (vide) stationne. Par un geste de révolte et de mépris, quelques personnes le renversent. L'ambiance change brusquement. Finie l'euphorie printanière et superficielle. La suite, même la télévision française l'a montrée pendant les informations : barricades, batailles entre la population et les uniformes, voitures en feu... Cela ne s'était pas vu ici depuis des années. Même, et c'est nouveau, les cars de pompiers furent attaqués et de paisibles familles turques se mêlèrent à la bataille.

Plus tard, il ne restait plus que des magasins et des voitures saccagés. Le lendemain, le quartier autour de la Lausitzer Platz montrait un tableau de désolation. Plus que jamais était visible le lent abandon de toute une partie de la population. Cela ressemblait à une ville d'Irlande du Nord ou à un quartier du Bronx... « Hé ! les copains », disait un tract. « Désolé, mais ce n'est pas bien ! Pas contre les petits magasins de notre Kreuzberg ! Pas contre les 2 C.V. ! Attaquez-vous, si vous voulez, plutôt aux banques et aux grandes surfaces ! Et, en ce qui concerne les voitures, pas au-dessous des Mercedes ! »

DAGMAR

(1) Alternative Liste, groupe libertaire pour insoumis, organisations de solidarité avec le tiers monde, groupes de théâtre et de cinéma, école libre pour adultes, boutiques écologiques, librairie, imprimerie, comité Prison, rencontre avec des immigrés, café et Netzwerk (banque alternative soutenant des projets).



POLLUTIONS EN EXTRÊME-ORIENT

Onsan, un Minamata coréen ?

On se souvient de la tragédie de Minamata : empoisonnement au mercure de cette baie japonaise par la société industrielle Chisso, plus de 2 000 personnes gravement atteintes (dégénérescence du cerveau et des membres, douleurs atroces), plus de 20 ans pour que l'entreprise reconnaisse sa responsabilité après un ballet d'expertises truquées, de syndicats aux ordres, une opinion manipulée, des politiciens mouillés. Plus de 20 ans de souffrances, d'humiliations et de morts. Le bourg coréen de Onsan est en train de vivre le même drame.

Tirer la sonnette d'extrême urgence

En 1974, le gouvernement coréen décide d'y construire une gigantesque zone industrielle de 1 620 ha, au sud de la ville de Ulsan, sur le littoral sud-est qui constitue un véritable cordon industriel lourd jusqu'à la



Symptôme de la maladie de Onsan.

métropole de Pusan. En 1978, commence l'implantation des 11 usines de chimie lourde et de métallurgie non-ferreuse. Peu après, une maladie aux causes inconnues se déclare et se propage rapidement parmi les habitants.

Le 18 janvier 1985, un quotidien évoque publiquement le problème pour la première fois et parle de 500 personnes atteintes. Le lendemain, le ministre coréen de l'Environnement nie officiellement le fait que la pollution puisse être mise en cause. Le 20 janvier 1985, un institut coréen s'attachant aux problèmes de pollutions consacre un numéro spécial à Onsan et tire la sonnette d'extrême urgence. Les habitants s'organisent pour se défendre.

La vallée de Toroku

Imaginez une vallée des Cévennes à la japonaise : remplacez certains champs par quelques rizières, les bâtiments en pierre par des maisons en bois, vous y êtes presque. Profonde, adossée à un massif central, reculée au fin fond d'une préfecture rurale, quelques centaines d'habitants presque coupés de tout, des forêts épaisses, des brouillards matinaux per-

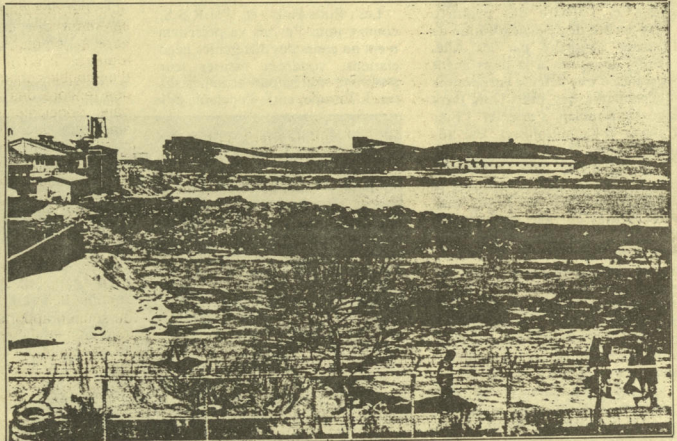
Et la bataille s'engage sur les taux de pollution, la validité des analyses, le niveau de pollution admissible, le degré de responsabilité, tandis que ce qu'on appelle désormais « la maladie d'Onsan » continue à exercer ses ravages. Aujourd'hui, 700 personnes au moins, soit les trois-quarts de la population des villages immédiats, en sont victimes. Les symptômes : affections dermatologiques (peau minée de tâches et de trous), respiratoires, paralysies nerveuses, diarrhées, douleurs atroces. La végétation pourrit littéralement sur place. Les poissons crèvent. Les fumées envahissent l'air.

Un groupe d'étude de Pusan évalue que le taux de cadmium dans les eaux de la baie est plus de 2 000 fois supérieur au taux normal et celui du plomb de 3 000. On y trouve aussi du cuivre, du mercure, du zinc et des métaux divers. A cause de cette mixture atroce, les causes spécifiques de la maladie sont beaucoup plus difficiles à repérer et la responsabilité précise de tel ou tel pollueur plus facilement contournable.

Exportation de la pollution

Restent cependant incriminées les entreprises Lucky Chemical (fabrication de pesticides et de détergents), Kyunggi Chemical, Koryo Zinc et Toa Iibu Plomb. Kyunggi Chemical, par exemple, est en grande partie financée par du capital nippon. C'est le symbole local de la nouvelle stratégie du capital japonais qui implante ses industries lourdes outre-mer pour fuir les réglementations anti-pollution draconiennes du Japon (cf. article ci-dessous) et pour bénéficier classiquement des avantages divers à « s'expatrier » (main-d'œuvre meilleur marché, facilités multiples). La pollution, ça s'exporte. C'est le cas aux Philippines, en Indonésie, en Malaisie et en Corée, à Onsan.

Les pêcheurs de Onsan sont les premiers à être économiquement touchés. Plus personne ne veut acheter les quelques poissons présentables qu'ils réussissent à pêcher. Il faut lire les témoignages des habitants : désespérés, désorientés, bouleversants. « Au début, nous avions cru que nous vivions un beau rêve et que notre vie serait meilleure avec la zone industrielle, mais aujourd'hui la mer se meurt et tout ce que nous avons, c'est la maladie. (...) Les instituteurs de Onsan refusent de boire l'eau du coin et apportent la leur en bouteille, mais les enfants continuent de boire l'eau polluée. (...) Quand le vent du Nord souffle, la pollution devient encore plus terrible. Cela pue et la tête devient lourde. On ne peut même plus laisser les fenêtres ouvertes en été. (...) Quand nous buvons l'eau de la rivière, nous toussons jusqu'à la nuit. » (Yi Bong Sun, représentante des pêcheurs, village de Ijin).



La zone industrielle de Onsan, vue de l'école.

Une situation dramatique

« Beaucoup de personnes sont malades dans notre village. Non seulement les adultes, mais aussi les enfants souffrent en grand nombre, cela nous rend vraiment tristes. Ils se plaignent de douleur dans le bas du dos et de fièvres qui transpercent leurs membres. Ils souffrent d'une maladie dont la cause est inconnue. Nous sommes vieux, près de nos 70 ans et nous pouvons mourir demain sans regrets, mais les enfants doivent avoir une longue vie. Ne serait-ce que pour les enfants, nous ferons quelque chose.

« Il n'y a pas que nous, les villageois, qui sommes dans cet état effroyable. Il y a aussi les travailleurs des usines. Ils sont visiblement émaciés et leur teint est noir comme celui des mendiants (...). L'un d'eux fut hospitalisé et le docteur lui aurait dit : " Mais vous avez mangé du sable ! Comment pouvez-vous avoir des poumons dans cet état ? ". Tous les habitants de Onsan sont en train de mourir comme cela (...). La responsabilité du gouvernement et des industriels est indescriptible.

« Quand des gens du ministère de l'Environnement ont débarqué pour une étude épidémiologique, en mars dernier, un villageois est venu me prévenir qu'ils faisaient leurs investigations à l'école de Onsan et j'ai voulu y aller voir par moi-même. Mais quand j'ai

appris qu'ils ne faisaient que des prises de sang et qu'ils ne donnaient aucun soin, j'y ai renoncé » (Yi Jong Eun, village de Dalpo). Des habitants si désespérés, si conscients de s'être fait floués qu'ils sont prêts à mourir, mais pour que leurs enfants, au moins, vivent...

Le black-out total

Cet article est à ma connaissance le premier à être publié dans une langue autre que le coréen, voir même le japonais. Le black-out est total. L'impuissance toute proche. J'ai tenté de me rendre à Onsan. Je me suis fait habilement éconduire par les autorités... mais rien que les zones industrielles de Ulsan toutes proches donnent une idée des dégâts écologiques et sociaux. Avec les habitants et des équipes de scientifiques indépendants, la solidarité internationale est possible. Elle doit l'être !

MII SCHAEFFER

(d'après des documents en coréen)

Contact et soutien : Hanguk Konhe Munche Yon-guso (Institut coréen des problèmes de pollution), Séoul, Chong-ro-ku, Yengen-dong 192-1, Yengen Pirdi 502, Corée du Sud.

ON SOUSCRIT... ON S'ABONNE... AU « MONDE LIBERTAIRE »
EN VENTE DANS LES PRINCIPAUX KIOSQUES

JAPON

Vallée perdue à l'arsenic

DEPUIS les fameux quatre grands procès des années 70 (Minamata, Yokkaichi, Toyama, Niigata), les problèmes de pollution au Japon sont considérés comme en voie de résolution ou d'extinction. Il est vrai qu'à la suite des multiples luttes environnementalistes — regroupées sous le terme générique de « mouvement habitant » (*jūmin undō*) —, les pouvoirs publics japonais ont fait pression sur les entreprises et ont instauré des mesures anti-pollution qui comptent parmi les plus draconiennes du monde. C'était cela ou le dérapage social. Il était temps, aussi : l'écosystème de l'archipel japonais risquait de subir des déséquilibres irréversibles. Mais les acquis ou la propagande officielle ne doivent pas masquer le maintien de cas tragiques.

Il faut attendre 1971 pour que le mécontentement des habitants de la vallée, anciens mineurs ou paysans, se concrétise en action organisée et résolue, sous l'instigation d'un instituteur du cru, Saitō Masatake. Le ministère de l'Environnement reconnaît 142 malades. Sumitomo est attaqué en justice par 23 malades de l'association de défense en 1975. Le jugement n'est rendu que le 28 mars 1984 : la responsabilité de Sumitomo est juridique-

ment admise, c'est la victoire pour les indemnités. Mais, entre temps, treize des plaignants sont morts... et Sumitomo fait évidemment appel.

Conséquences de la pollution

La pollution par l'arsenic entraîne de graves maladies : respiratoires, digestives, pulmonaires, cardio-vasculaires, urinaires, nerveuses et dermatologiques. Une enquête menée en 1986 par un groupe de médecins du travail de Oita, sur les patients reconnus, établit la relation entre l'empoisonnement par l'arsenic et la fréquence des cancers, responsables pour la moitié des décès. Une autre enquête menée par l'assistant Takeuchi Takayuki de l'Université de Kyōto révèle, en novembre 1986, que la proportion de métal lourd contenue dans la chevelure de 516 habitants de Toroku est de 2 à 8 fois supérieure à la moyenne japonaise.

L'association de défense doit donc poursuivre son combat, mais la remobilisation n'est pas facile. En outre, et au-delà du mérite qu'elle a de s'auto-organiser, la lutte de Toroku peut être victime de sa propre spécificité : cas très particulier et très localisé, trop localisé ; pensez, une vallée perdue dans la

montagne, à l'arsenic ! Et pourtant des luttes similaires se poursuivent encore ailleurs au Japon. C'est le cas de Toyama où l'affaire de l'empoisonnement au cadmium est loin d'être finie, comme le souligne justement le rapport Takeuchi déjà cité (915 cas analysés).

Globalisation des luttes ?

Enfin, le recours aux autorités préfectorales pour ses bons offices semble toujours privilégié par les habitants, malgré le mécontentement qu'engendre le double langage de l'administration : soutien apitoyé d'un côté, manque d'empressement de l'autre. L'affaire de Toroku pose en dernière instance le problème de fond du « mouvement habitant » au Japon, c'est-à-dire celui de son avenir : la nécessité d'une fédération et d'une globalisation des luttes. Partout les problèmes se rejoignent, les réponses ne peuvent être que collectives, sociales, socialistes.

MII SCHAEFFER

Contact et soutien : Toroku Kōzan kōgi higaisha no kai (Association des victimes de la pollution des mines de Toroku), T 880 Miyazaki-ken, Miyazaki-shi Yamato-chō 49, Dai-ni Tomari haisu 212, Japon (tél : [19] 0985.23.48.76).

ANGLETERRE

Wapping : allégeance aux tribunaux

QUELQUES mois après la fin du conflit des ouvriers du Livre, il apparaît utile de faire le point sur une grève d'une année qui, à bien des égards, a ressemblé à la lutte des mineurs britanniques. Ne serait-ce que par l'utilisation habile de la législation du travail dans ses aspects concernant les conflits. Huit ans de thatchérisme auront suffi à briser la colonne vertébrale d'un syndicalisme combatif. Faut-il rappeler en effet que les imprimeurs et les mineurs représentaient les bastions durs du mouvement ouvrier organisé. Des camarades anglais de « Black Flag », impliqués dans la grève des ouvriers du Livre, tentent d'en dégager les principales lignes de force.

Le conflit industriel entre les imprimeurs et le journal de Rupert Murdoch, *News International*, s'est terminé par une défaite complète, après douze mois d'une longue et difficile lutte (piquets de masse non stop, attaques des jaunes, action type guérilla contre les immeubles occupés par les jaunes et émeutes).

Des leçons à retenir

Ce conflit a représenté un tournant dans l'histoire industrielle de la Grande-Bretagne. Les travailleurs britanniques se sont toujours trouvés exposés à des licenciements rapides, de par le seul fait de débrayer. Ce conflit représente cependant un précédent dans l'histoire contemporaine, quant au nombre des grévistes renvoyés — dans le cas présent, pour avoir été en grève un seul jour. Leur réponse a été de réagir pour défendre ce qu'ils considéraient comme leur droit naturel.

piquet de grève secondaire (loi introduite par Thatcher afin d'empêcher la solidarité entre travailleurs).

Les syndicats montrèrent expressément leur respect pour les tribunaux, même si par ailleurs ils ont déployé tous leurs efforts afin de prouver que les changements dans l'entreprise avaient fait partie d'un plan imaginé à l'avance, de manière à faire échouer la grève, empêchant par la même toute action secondaire. Un autre facteur a empêché les syndicats de mener d'autres actions : la crainte de voir leurs fonds saisis, suite aux amendes très lourdes qui n'auraient pas manqué de tomber lors des procès.

News International, la nouvelle société-mère créée par Murdoch pour diriger les journaux impliqués dans le conflit, n'avait plus besoin des 6 000 travailleurs virés, et cela grâce à la nouvelle technologie installée à Wapping. Ainsi News International, d'après la loi,



La situation a cependant cela d'ironique que les deux principaux syndicats concernés, le S.O.G.A.T. et le N.G.A., ont — juste avant d'appeler à la grève — commencé des négociations à long terme avec les cadres de Rupert Murdoch afin de se mettre d'accord sur l'acceptation des nouvelles technologies et l'établissement des licenciements. Cependant la hiérarchie avait prévu, bien avant, de provoquer les syndicats en les incitant à déclarer la grève et cela de manière à créer un précédent pour les licenciements.

Il fut découvert plus tard que cette même hiérarchie avait envisagé cette tactique six mois auparavant. Des avocats ont travaillé à la construction d'une stratégie qui permettait, par un subterfuge complexe, que les sociétés en conflit avec les ouvriers imprimeurs disparaissent pour faire place à d'autres sociétés. Ainsi, les cadres pouvaient aller devant les tribunaux en affirmant qu'il n'existait plus d'entreprise avec laquelle les travailleurs de l'imprimerie étaient en conflit et qu'il n'était pas possible de faire un

n'était plus obligée de payer les indemnités de chômage aux travailleurs renvoyés (juridiquement, ceux-ci ont été renvoyés parce qu'ils avaient rompu leurs contrats de travail).

Les échecs des syndicats

Une grève généralisée, au niveau de la profession, devenait très difficile du fait que les ouvriers imprimeurs d'autres journaux de Fleet Street étaient également sous la menace de licenciements, et se trouvaient en négociation. Les syndicats n'ont pas su répondre à ce problème et les syndicats ont eu peur de débrayer. La seule solution pour les travailleurs concernés semblait être d'organiser l'action défensive.

Les syndicats ont, finalement, subi un double échec : échec quant à créer une situation judiciaire en leur faveur et échec dans l'organisation d'une action industrielle secondaire, efficace. Plus tard, ce fut au tour de la base d'essayer d'exercer une pression, malgré l'inexistence d'une quel-

conque stratégie pour gagner la lutte.

Un exemple des actions tentées par cette même base fut de combiner rassemblements de masse devant Wapping (piquets de masse) et des manifestations avec des attaques de véhicules conduits par des jaunes (plus particulièrement des camions appartenant à l'entreprise de transports routiers T.N.T.), des attaques d'immeubles occupés par des jaunes (encore des dépôts appartenant principalement à T.N.T.), ainsi que des attaques de type guérilla visant des marchandises appartenant à News International (par exemple l'énorme entrepôt de stock de papier qui fut détruit lors d'un incendie).

Enfin, il y eut au début du conflit un boycott, non négligeable, de plusieurs centres distributeurs ; cette action fut cependant abandonnée, suite au peu d'engorgement du soutien apporté par les travailleurs des industries de la distribution et suite aux mesures juridiques prises par News International.

Echec de la solidarité syndicale

L'échec total concernant l'action de solidarité des syndicats fut aussi un facteur important dans le résultat de cette lutte : la plupart des chauffeurs de T.N.T. étaient membres du syndicat des transports (T.G.W.U.), et News International fonctionnait grâce au travail des syndiqués du N.U.J. (il y avait également des syndiqués du N.U.J. parmi les 6 000 licenciés).

Les installations de News International furent faites par des membres du syndicat de droite des électriciens, l'E.E.T.P.U. Des membres de ce dernier furent même embauchés par News International, après les licenciements, afin de maintenir en état les installations et faire le travail des imprimeurs.

Malgré les protestations énergiques du S.O.G.A.T., et surtout du N.G.A., il n'y eut aucune réelle mesure de la part d'un syndicat pour éviter les briseurs de grève. En ce qui concerne l'E.E.T.P.U., ce syndicat a admis en privé soutenir les actions de News International. Le N.U.J. et le T.G.W.U. ont indiqué que leurs membres qui faisaient les jaunes se sentaient très peu concernés par les actions disciplinaires et les expulsions.

Les actions de masse

Suite à tout cela, une seule stratégie émergea : limiter les ventes de *News International* et la production en usant d'actions intimidatrices. Il y eut donc, comme dit précédemment, des piquets de masse, des piquets devant les dépôts de la T.N.T., et la destruction des journaux de News International laissés lors de la distribution devant les kiosques et librairies. Les tentatives de retarder la livraison par les camions de la T.N.T. ne retardaient en général celle-ci que deux ou trois heures.

Il y eut aussi l'idée d'envahir la forteresse de Wapping par une action de masse, mais la forte présence policière rendait ce scénario invraisemblable. Augmenter le nombre des gens présents n'aurait eu pour résultat que de doubler ou tripler la présence policière. Malgré cela, News International sentait la pression de ces rassemblements de masse hebdomadaires et mit en avant des propositions afin d'en finir avec le conflit, ce que la loi ne l'obligeait pas à faire.

Les accords signés à deux occasions différentes promettaient pour le premier le remboursement des indemnités de chômage et la fourniture aux syndicats des travailleurs imprimeurs de suffisamment de moyens pour pouvoir produire leur propre jour-

Every time you shun The Sun that's the best Christmas present for the 5,500 people sacked by Rupert Murdoch nearly a year ago.

They're all suffering severe hardship; some have had to sell their homes to make ends meet.

So make your Christmas and many other's brighter this year at no extra cost —

PLEASE DON'T BUY

MURDOCH'S PAPERS



THE TIMES THE SUNDAY TIMES

nal national. Les seconds accords, incluant une certaine reconnaissance des syndicats au sein de News International et une augmentation des indemnités de chômage, furent rejetés à bulletins secrets par la base, indiquant clairement que les travailleurs voulaient retrouver leur emploi de départ.

Un scénario de crise pour casser la grève

La protestation de masse continua, avec un point fort un an après le début du conflit (24 janvier 1987), avec une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes devant Wapping. Comme indiqué dans un précédent *Monde libertaire*, la violence policière fut massive. La police anti-émeute fut utilisée à différentes occasions lors de ce conflit,



Thatcher, la Dame de fer.

mais lors de cette dernière occasion il fut clair qu'elle avait reçu des ordres de manière à fournir une bonne excuse aux syndicats pour se désengager de la lutte.

Le scénario était le suivant : l'émeute aurait entraîné une propagande de la presse du style choc-horreur, la police et le gouvernement auraient insinué que toute future manifestation ayant un lien avec le conflit serait interdite (grâce à la nouvelle loi du *Public Order Act*), News International aurait traîné les syndicats en justice (le piquet de masse étant déjà mis hors circuit par l'action en justice), ce qui aurait fatalement conduit à la séquestration des biens des syndicats, et les syndicats auraient enfin annoncé la fin du conflit.

C'est ce qui arriva effectivement. La menace de séquestration des biens fut le facteur déterminant pour les syndicats. Les tribunaux ont tenu cette épée de Damoclès au-dessus des syndicats durant plusieurs mois, mais News International attendit en comptant sur le temps pour faire échouer la lutte. Finalement, grâce aux émeutes provoquées par la police, News International a pu commencer à exercer cette pression.

L'annonce par les syndicats de l'abandon de la lutte provoqua un état de choc parmi la base, bien que beaucoup n'aient pas été surpris de la trahison.

Tentatives pour une action autonome

Il y eut des appels à la création d'un syndicat indépendant par des membres de la base, afin de continuer la lutte. Mais cela ne se matérialisa jamais, principalement par le fait du manque d'organisation de celle-ci, de manière indépendante vis-à-vis des syndicats, lors du conflit. Malgré l'organisation et la prise en charge de certaines actions, l'indépendance de la base n'a jamais été très loin.

La leçon à tirer du résultat et de la manière dont celui-ci a été atteint met en lumière le besoin pour la base de s'organiser indépendamment des structures des syndicats réformistes. Ce besoin devient d'autant plus évident avec la tendance grandissante des syndicats pour l'action en justice. Les lois antisyndicales décrétées par le présent gouvernement démontrent clairement que l'action légale (recours en justice, etc.) ne remplace pas l'action directe des travailleurs, quel qu'en soient les conséquences. Ces lois ont rendu les syndicats incapables de lutter.

Relations internationales

Les intertitres sont de la rédaction du Monde libertaire (N.d.R.).

Un service régulier et pratique d'abonnement

RENCONTRE-DÉBAT A LA LIBRAIRIE DU M.L.

Le socialisme face au pouvoir

POURQUOI hier comme aujourd'hui, ici comme ailleurs, le socialisme à la mode de la social-démocratie a-t-il toujours le même rapport au pouvoir ? Pourquoi, une fois au pouvoir, fait-il toujours le contraire de ce qu'il promet avant d'y accéder ? S'agit-il d'un acharnement conjoncturel répétant le hasard avec malice ? De la logique d'un choix consistant à accepter de gérer le capitalisme ? Ou bien se trouve-t-on en présence de phénomènes plus structurels ? D'une chromosomie de la trahison ? De la logique même de l'exercice du pouvoir ?

Telles sont quelques-unes des questions auxquelles nos invités, Alain Bihr et la revue *Les Oeillets Rouges*, s'efforceront de répondre le samedi 16 mai de 11 h 30 à 12 h 30 sur les ondes de Radio-Libertaire, et ce même jour de 16 h à 18 h à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, dans le cadre d'un forum-débat ouvert au public.

On a toujours la social-démocratie qu'on mérite

C'EST un fait qui de toute évidence est lourd de signification : les analyses portant sur la période 1981-1986 et sur les rapports entre la gauche et le pouvoir ne courent pas les rues, dans les camps retranchés bien propres de ce qui reste de la révolution.

L'analyse de la « trahison »

Certes, ici ou là, on fait dans le slogan socio-biologique du genre : la social-démocratie a toujours trahi, et trahira toujours, parce qu'elle a le chromosome de la trahison ; ou on se répand en soupirs ou en ironie grinçante sur le caractère satanique du pouvoir. Mais de réflexion approfondie sur « l'expérience socialiste », sur le pourquoi et le comment elle a eu lieu... point ou si peu.

Sans doute — et c'est ce qui fait que l'on a du mal à adhérer à l'analyse de Bihr, qui se polarise sur le rôle central de « la classe de l'encadrement » —, les explications relatives à tout cela sont-elles nombreuses, variées et vraisemblablement enchevêtrées et complémentaires, et on ne sait pas trop comment aborder le problème. A l'évidence les divisions qui ont opposé Giscard à Chirac ont permis la démobilitation d'une fraction de l'électorat de droite, et ont, de ce fait, facilité le léger glissement de voix qui a permis la victoire de la gauche en 1981.

De même, la lassitude d'une fraction de la population, par rapport à vingt-trois années de gestion du pays par la droite, a-t-elle joué un rôle important dans la défaite de la droite. De même, également, l'union des forces de gauche a-t-elle contribué à dynamiser un électorat travaillé en profondeur par les grandes valeurs, qui avaient émergé des luttes de la décennie précédente.

De même, l'émergence « des couches moyennes salariées » sur

la scène sociale des *seventies* a-t-elle pu bénéficier largement à un Parti socialiste, qui a pu incarner ses espoirs ou ses projets. De même, enfin, la mise en place d'un consensus de crise, pour pouvoir restructurer l'économie internationale et remodeler la division internationale du travail, explique-t-elle l'arrivée de la gauche au pouvoir. Car, qui mieux que la gauche pouvait faire avaler les couleuvres de l'austérité et de la misère à ceux qui font toujours les frais de toutes les restructurations.

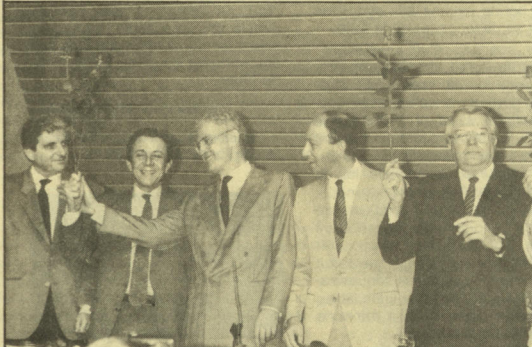
Le pourquoi du comment

Bref, les causes de l'arrivée de la gauche au pouvoir, comme les explications relatives au choix qu'elle a fait de gérer loyalement le système capitaliste, sont nombreuses et... après coup, il est toujours aisé d'en augmenter la liste. Aisé mais nécessaire, bien sûr, car l'étude du passé si elle ne permet pas de prédire l'avenir aide toujours à affronter le présent.

Mais, ce type d'analyse ne réserve-t-il pas la part trop belle à « l'objectif », à l'environnement, aux autres ? Et s'il convient de réfléchir sur le pourquoi du comment de l'expérience socialiste, ne convient-il pas également de réfléchir sur le pourquoi du comment de l'impuissance du mouvement révolutionnaire à tirer profit de la gestion socialiste, et à peser sur les événements en transformant l'amertume en espoir ?

Bref, les révolutionnaires sont-ils spectateurs ou acteurs de l'histoire ? La question mérite d'être posée, et gageons que les réponses ne vont pas se bousculer car si le petit monde de la révolution est silencieux, par rapport à la période 1981-1986, c'est peut-être parce que quelque part il se sent un tantinet morveux. Est-il, n'est-il pas ?

J.-M. RAYNAUD



Alain Bihr qui se qualifie lui-même de « d'indécrottable paléomarxiste » (1) a publié, il y a quelques mois, un livre alerte (2) sur l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981, et sur les cinq années où elle est restée aux affaires. Dans ce bouquin, il relate avec brio, humour et mordant, les principaux événements et faits d'armes qui ont jalonné cette descente aux enfers de l'espérance du peuple de gauche.

Et il tente aussi d'analyser le pourquoi et le comment de l'arrivée de la gauche au pouvoir. Entre autres en mettant en avant l'émergence de la « classe de l'encadrement ». Cette analyse largement marxienne de « l'expérience socialiste » ouvre la porte, et c'est son principal mérite, à un débat auquel nous espérons que les anarchistes ne seront pas absents tant il est vrai que leurs analyses de cette période est taillée d'un autre bois que celui de l'éternelle polarisation sur l'évolution des moyens de production, et sur les rapports de production qui s'ensuivent.

La revue *Les Oeillets Rouges*, qui elle se réclame ouvertement de l'anarchisme et « mieux » de la Fédération anarchiste, a quant à elle entrepris au cours de ses deux premiers numéros une réflexion générale sur le consensus social que les sociétés occidentales tentent d'instaurer dans un système social dominé par la lutte des classes, et dans le cadre de cette réflexion elle a esquissé différentes analyses sur le rôle de la social-démocratie comme acteur incontournable de la mise en place de l'aliénation consensuelle.

Comme on le voit le débat promet d'être riche, et nous vous invitons de tout cœur à y participer.

Pour l'équipe d'animation

Otto von Nuddle

SPARTACUS M 2587 N° 138 B - 89 F

(1) Page 99 de son livre.

(2) Alain Bihr, *La farce tranquille*, éditions Spartacus, en vente à la librairie du Monde libertaire, 89 F.

« La farce tranquille normalisation à la française » de Alain Bihr

ALAIN BIHR vient de publier un livre sur la « normalisation à la française » qui fait le constat des cinq années de pouvoir socialiste. C'est une des premières rétrospectives de cette période importante (1).

« La normalisation »

Que cache cette « normalisation » ? Rien de moins que l'histoire d'une classe et d'une génération. Vingt-trois ans de gouvernement gaulliste ont spolié les forces sociales et politiques, créé des attentes et des confusions qui, finalement, ont trouvé des expressions divergentes, notamment en mai-juin 1968 et en mai-juin 1981. Les événements liés à ces dates représentent deux étapes de l'ascension des nouvelles classes moyennes issues de la génération des années soixante.

Le texte d'Alain Bihr recoupe toutes les questions autour de ces phénomènes et permet une réflexion profonde sur cette période, c'est là son intérêt majeur. Il s'interroge sur l'intégrité des classes sociales, la nature même de l'Etat et le contenu de l'idéologie dominante. Dans une ligne de pensée qui rappelle les idées de Georges Sorel, Jan Waclav Makhański, Henri de Man, C. Wright Mills et Murray Bookchin, Bihr souligne l'importance des classes moyennes salariées dans le processus gouvernemental d'une société capitaliste.

A la question : la « normalisation » de la vie politique en France est-elle le reflet d'un changement dans le rapport Etat-classe dominante ? Il répond par l'affirmative dans la mesure où la classe dominante traditionnelle, la classe capitaliste, démontre son incapacité à gérer la stabilité du système. Elle a donc recours à des élites issues des classes moyennes, elles-mêmes dépendantes des rapports sociaux capitalistes. Néanmoins, ces élites, qui constituent une nouvelle classe « régnante » que Bihr appelle « la classe de l'encadrement capitaliste », aspire à devenir la classe dominante aux dépens de la classe capitaliste.

Transformations de la classe dominante ?

Est-ce possible ? Selon Bihr, oui, car la classe dominante a subi une transformation significative par le biais de l'intégration croissante de l'appareil d'Etat et du système productif.

Les nouveaux problèmes de contrôle et de gestion exigent un savoir-faire que seules les élites de la classe de l'encadrement possèdent. Toutefois, la crédibilité de cette classe de l'encadrement est étroitement liée à sa capacité de contrôler « le peuple



telle « classe » peut-elle s'emparer du pouvoir ?

La farce tranquille

La farce tranquille (2), par son originalité, sa réflexion et son style mordant, restera certainement un livre de référence pour tous ceux qui s'interrogent sur ces cinq dernières années de gouvernement socialiste. En outre, les thèses d'Alain Bihr sur le devenir de « la classe de l'encadrement » soulèvent des questions fondamentales. Son livre est une contribution importante au débat actuel sur les dangers que comporte la volonté de « normalisation » de la vie politique française.

Larry PORTIS

(1) Autre ouvrage remarquable, de Jean-Pierre Garnier et Louis Janover, *La deuxième droite*, Paris, Robert Laffont, 1986, 89 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) Alain Bihr, *La farce tranquille*, normalisation à la française, Paris, Les Amis de Spartacus, 1986, 207 pp., 89 F, en vente à la librairie du M.L.

de gauche », autrement dit le prolétariat. Tout tourne autour de l'Etat et des médias : comment exercer la coercition et contrôler l'information ?

Le livre de Bihr est convaincant dans sa description de la social-démocratie actuelle, mais son explication théorique d'un changement fondamental des rapports sociaux est plus discutable. Son analyse garde des ambiguïtés en ce qui concerne les classes moyennes. Rejetant la perspective nominaliste, Bihr affirme la réalité du phénomène.

Mais le problème conceptuel est-il résolu à propos de ces classes moyennes dont l'existence, comme il le dit lui-même, dépend de la classe capitaliste et du prolétariat ? A quel moment deviennent-elles une seule classe à part entière ? Y a-t-il contradiction entre « la normalisation » de la politique et les aspirations de cette classe ? Dans cette conjoncture de crise économique et d'affrontement politique aigu, une

NOTE DE LECTURE

« Les minorités à l'âge de l'Etat-nation » Ouvrage collectif

FONDÉ en 1978, le groupement pour les droits des minorités (G.D.M.) se propose de mener une action d'information concernant les minorités dans le monde. *Les minorités à l'âge de l'Etat-nation* (1) est le fruit de longues années de réflexions sur un problème particulièrement complexe : l'étude, sous différents angles, des minorités du XX^e siècle.

Etat-nation et minorités

L'ouvrage, qui consiste en douze articles successifs, débute par une réflexion sur les rapports entre les idées de l'Etat-nation et de minorités. L'auteur remarque qu'avant l'apparition du concept d'Etat-nation, soit la fin du XVIII^e siècle, on ne considérait guère que des minorités religieuses. Aujourd'hui, au contraire, on conçoit les minorités en termes ethniques, linguistiques ou confessionnels.

Après un examen juridique de la question, viennent trois communications, les plus intéressantes à mon sens. La première, écrite par Maxime Rodinson, sur les minorités et l'Islam, rappelle que le musulman a, théoriquement, le devoir de protéger certains non-

musulmans monothéistes (juifs et chrétiens notamment, mais pas uniquement) : c'est la « dhimma » ; tandis que les « idolâtres » doivent être pourchassés. Rodinson étudie de nombreux cas : le nationalisme ba'athiste,



socialisant et laïciste, les Kurdes, etc.

François Thierry étudie, quant à lui, l'idée de minorité en Chine. Il montre comment les Chinois (Hans) concevaient les rapports entre Hans et non-Hans. Toute une pensée philosophico-religieuse était mise en œuvre pour structurer l'espace. Celui

dans lequel se mouvaient les Chinois anciens était considéré comme central, par opposition aux « barbares » censés devoir vivre à la périphérie du monde chinois, afin que l'harmonie soit maintenue. Thierry montre comment le

imposée très tôt aux bolcheviks. Il examine le fédéralisme soviétique, supposé accorder l'autonomie aux non-Slaves, laquelle s'avère être, dans la pratique, hautement théorique.

Le livre continue par des études sur les Tziganes, sur la notion de diaspora, celles de génocide et d'ethnocide. Yves Ponleraud, ensuite, s'intéresse aux minorités dans la France d'aujourd'hui. Après une analyse diachronique de l'impérialisme linguistique parisien et de l'héritage de 1789, il tente de déterminer l'existence des minorités occitanes, basques, etc.

Michel Tibon-Cornillot développe certaines idées sur l'immigration maghrébine. Pour lui, elle est un défi lancé à la France, plus précisément à ses institutions. Selon l'auteur, en cas d'échec à régler le problème de l'immigration maghrébine (car il y a bel et bien problème), on aboutirait à une situation analogue au sort des Noirs d'Amérique du nord.

Le loup dans la bergerie

Compte tenu de la nature de l'ouvrage, on ne peut présenter dans le détail chaque étude. Reste qu'une critique ne peut être évitée. En effet, en ne s'en prenant pas à une des principales causes du mal, l'Etat, des groupements comme le G.D.M. ne peuvent guère que constater l'étendue des dégâts.

Le raisonnement selon lequel il faut solliciter l'intervention de l'Etat dans des affaires ethniques est circulaire, puisqu'ethnie et Etat sont antinomiques. Introduire l'Etat dans des questions ethniques, c'est introduire le loup dans la bergerie. Malgré ces réserves, la lecture de ce livre est passionnante.

J. MUNNIER

(1) *Ouvrage collectif, Les minorités à l'âge de l'Etat-nation, Groupement pour les droits des minorités, éditions Fayard, collection « Géopolitiques et stratégies », 95 F.*

problème des non-Hans s'est posé en Chine jusqu'à Mao Zedong.

Etats et minorités

En troisième lieu, les minorités en Union soviétique, René Taugae montre que la nécessité de définir une politique des nationalités s'est

POÉSIE

« Les cathédrales en flamme » de Alphonse Pensa

CEUX qui croyaient la poésie morte au fond de quelques maisons d'édition irrémédiablement closes, dans les cabinets du ministère de la Culture (sic !) où les écrivains fonctionnaristes se sont depuis longtemps affiliés au syndicat des moutons, ceux qui mettaient la poésie dans la pureté universelle (merci M. Moreau) ou dans les rues de Saint-Germain-des-Près où traînent de faux Breton, ceux-là n'avaient qu'à bien se tenir, eux qui méprisent la poésie car ils savent combien un poète peut être dangereux.

La vallée de la Fensch

La vallée de la Fensch a vu naître beaucoup d'artistes, beaucoup d'individus debout qui créent et qui gueulent, preuves vivantes que la Lorraine n'est pas morte et que les ronds-de-cuir du conformisme culturel n'éteindront pas comme de vulgaires hauts-fourneaux l'élan créateur qui souffle au fond de la vallée.

« Poète de l'inutile / Poète hors du temps / De la conscience mobile », Alphonse Pensa vit et écrit à Algrange, ancienne cité minière de cette vallée qui a vu grandir Lavilliers et Arti. La cinquantaine fringante, les yeux cachés derrière les verres fumés de grosses lunettes en écailles, la moustache à la « Clark Gable », le front dégarni avec des cheveux gris un peu longs qui descendent au dessus du col de sa chemise, on peut voir ce « vieil ouvrier de roses / Bien connu dans les milieux du vent » se promener souvent dans les rues de sa ville.

Un original, Alphonse Pensa... certains vous le diront, bien sûr. On intrigue toujours quand on n'est pas comme les autres. Alphonse Pensa est un personnage, un type séduisant et intéressant, un authentique poète et les meilleures preuves, il nous les donne dans *Les cathédrales en flamme*, un recueil de 32 poèmes (son deuxième, après *Les mains crépusculaires* sorti il y a déjà pas mal d'années) qu'il vient de publier

lui-même et qui est sorti récemment de la presse centenaire du poète et imprimeur lorrain Jean Vodaine.

« Je suis cette phrase d'amour ascensionnelle / Irréversible / Mais je ne suis pas l'humilité / Ne le serai jamais / Ni ce médaillé pour un geste bravache / Un ordre suivi par les pieds / De lamentable crête / Je suis la violence amoureuse / Le poète / Le dernier mot qui sera enterré », écrit Alphonse Pensa dans un des textes des *cathédrales en flamme*.

« Les cathédrales en flamme »

Et il les brûle, les cathédrales... « Vos doctrines en habit de soirée / Vos condamnations fangeuses (...) Vos mensonges à peu d'âne / Vos hurluberlus boulimico-politiques / Vos gratouilleurs lunaires / Vos techniques avancées pour bien déssoser / les révoltes / (...) Vos religions sans pieds à faire sauver / le monde qui ne peut plus marcher / Vos héros de baudruche / (...) Vos « chers amis »... / Votre bon dieu de bordel de merde / quand l'enfance ne veut plus / Vous pouvez aussi vous les mettre au cul. »

Le poète, l'homme rêve de « rencontrer Dieu » pour « oublier surtout / Les lèvres d'Israël / Des Palestiniens parqués comme du bois sec / Près de la cheminée / de quelques présidents / Celle du Viêt-Nam sans commentaires / Du Congo du Biafra du Tchad / Des esclaves multicolores / Du Bangla Desch en ruines ». Poèmes de révoltes, d'amour, de tendresse. Poésie incendiaire et actes d'espoir entre les désespoirs...

« Vous ne serez sauvés de vous-mêmes, transhumains, que pour autant les artistes créateurs vous porteront amour, que pour le moins leurs flancs mobiles vous serviront encore de ciboire, n'avez de gloire et de beaux jours qu'à travers l'envolée sculpturale de la musique, la chorégraphie aux gorges d'architecture intemporelle, la poésie aux mots dansés par les doigts d'un

peintre ou la gravure sensuelle de tous les alphabets », écrit Pensa dans un de ses textes. Un livre à découvrir d'urgence tellement chaque mot y est essentiel.

Un imprimeur hors du commun

Il faudrait dire aussi quelques mots sur celui qui a imprimé cet ouvrage. Poète et imprimeur, depuis des années, Jean Vodaine a mis son empreinte sur la poésie et pas seulement en Lorraine. Inconnu en France (alors qu'on vient le voir d'Allemagne, de Belgique et d'ailleurs), snobé par l'intelligentsia culturelle, il a imprimé de très nombreux livres d'art, romans ou recueils de poèmes (et notamment Henry Miller, Joseph Delteil, Robert Sabatier et beaucoup d'autres).

Louis Arti, qui est un de ses plus fidèles amis et qui a mis en musique un de ses textes (*Le blues du chien*) parle ainsi de lui (1) :

« J'espère qu'on va le découvrir avant qu'il ne meure. Originaire de Slovénie en Yougoslavie, fils de cordonnier, ancien sidérurgiste, autodidacte, il fait partie de ces artistes venus après le surréalisme, des ouvriers-poètes. Ces gens-là n'ont jamais été reconnus comme tels, on les a « sacqués ».

« Jean Vodaine est un des plus grands artistes que je connaisse et je le place au même niveau que Léo Ferré. Cet oublié de la culture n'a jamais reçu le moindre budget, il a pourtant publié quatre cents livres de poètes du monde entier, qu'il a réalisés avec une presse achetée au poids ».

Alphonse Pensa chez Jean Vodaine : *Les Cathédrales en flamme*. Des poètes, une poésie, debout.

DIOGÈNE

Alphonse Pensa, *Les Cathédrales en flamme* (chez Jean Vodaine). Ecrire à Pascal Didier, 7, rue Foch, 57440 Algrange.

(1) Interview de Louis Arti dans *Paroles & Musique* n°51.

Programmes de Radio-Libertaire

Jeu 14 mai

« Rouge profond » (24 h à 3 h) : la nouvelle science-fiction avec Yves Fremion.
« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : l'accordéon du côté du blues, la Louisiane autour de Clifton Chenier.
« Femmes libres » (12 h 30 à 14 h) : histoire de Marli, femme brésilienne.
« Enlîvrez-vous » (16 h à 17 h 30) : avec François Flahant pour « La scène de ménage ».

Vend 15 mai

« H. comme hasard » (12 h 30 à 14 h) : tous immigrés, tous immigrants avec Emile Mallet (auteur de « Adresse sur l'immigration aux bonnes âmes de droite et aux bonnes consciences de gauche »).
« Emission spéciale » (14 h 30 à 16 h 30) : Journée de l'objection, l'antimilitarisme aujourd'hui, soutien aux réfractaires, rétrospective de la décennie écoulée (avec des membres de l'U.P.F., de la C.S.R. et de la F.A.).
« L'invité quotidien » (19 h à 21 h) : Marc Haendrich revient sur l'antenne de Radio-Libertaire pour défendre une thèse sujette à polémique, « Minitel et démocratie directe ».

Samedi 16 mai

« La nuit pacifiste » (1 h à 4 h) : le jour de la dernière nuit...
« Le Père peïnard » (10 h 30 à 11 h 30) : à propos de Pierre Besnard et de l'anarcho-syndicalisme, avec Maurice Joyeux, Régis Faudot et Paul Chenard.
« Forum » (11 h 30 à 12 h 30) : « Socialisme, social-démocratie et pouvoir », avec Alain Bihir (auteur de « La farce tranquille ») et des membres de la revue « Les Oeillets rouges »
« Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : le port autonome du Havre, l'E.D.F., sans oublier les brèves, « Elan noir » et le météo !
« Micro-climat » (16 h à 17 h 30) : Martine Chartier de la revue « Systèmes solaires ».
« Epsilon » (17 h 30 à 19 h) : Didier, de Archwglia Neij Wodel, parle de musique post-moderne (« Epsilon » nouvelle formule comporte trois émissions en alternance : africaine, post-moderne, mail-art, présentées chacune par un musicien travaillant dans la musique dont il traite, selon un rythme mensuel pour chaque).

Dimanche 17 mai

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : 4^e anniversaire de l'émission, grande rétrospective !

Lundi 18 mai

« Chronique du lundi » (8 h à 10 h) : revue de presse, commentaires et musique.
« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : revue de presse.

Mardi 19 mai

« Le petit observatoire de la désinformation » (9 h à 10 h) : observation de la presse.
« Music-Hall » (10 h à 12 h) : l'émission du Théâtre libertaire de Paris.
« A bâtons rompus » (20 h 30 à 22 h 30) : histoire du XIII^e arrondissement avec Gérard Conte, auteur d'une « Histoire de la Commune dans le XIII^e arrondissement » et animateur de l'émission « Paris au ras des pavés » de Radio-Libertaire.

Mercredi 20 mai

« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : avec Monique Dagrand, « Merlin l'enfanteur » (profession : obstétricien).

Langue nation et culture

DE toutes les évidences qui ont été avancées en faveur de l'existence d'une idéologie nationale, la communauté de langage est de loin la plus importante. Beaucoup voient dans la communauté de langage la caractéristique de la nation. Une langue commune est, de fait, une forte attache pour tout groupe humain ; et Wilhelm von Humboldt dit avec quelque raison : « *Le vrai pays, c'est le langage* ». Karl Julius Weber vit dans la langue la véritable caractéristique de la nationalité : « *Rien n'exprime plus clairement le caractère national, la marque du pouvoir mental et spirituel d'un peuple, que le langage* ».

Langue et sentiment national

De même, les représentants les plus connus des idées nationalistes du siècle dernier, comme Schleiermacher, Fichte, Jahn et les hommes de la Ligue allemande de la vertu ; Mazzini, Pisacane, Niemojowsky, Lelewel, la « Jeune Europe », et les démocrates allemands de 1848, bornaient leur concept de nation au royaume du langage courant. Le chant de Arndt, *Qu'est-ce que la Patrie allemande ?* le montre



bien. Il est significatif que Arndt comme Mazzini basèrent leurs efforts d'unification nationale non pas sur le langage parlé mais sur le langage écrit, ce qui inclut la plus grande partie possible.

Un langage commun apparaît naturellement comme très important aux avocats de l'idée nationale parce que c'est le plus grand moyen d'expression d'un peuple et qu'il doit, en un sens, être regardé comme un échantillon de sa vie intellectuelle. Le langage n'est pas l'invention des individus. Dans sa création et son développement, la communauté opère et continue d'opérer aussi longtemps que le langage vit en elle. La langue apparut donc aux avocats de l'idée nationale comme la plus pure production de la créativité nationale et devint pour eux le plus clair symbole de l'unité nationale.

Mais ce concept, aussi fascinant et irréfutable qu'il puisse apparaître à la plupart, repose sur des affirmations totalement arbitraires. Parmi tous les langages actuellement existants, il n'y en a pas un qui se soit développé à partir d'un peuple défini. Il est très probable qu'il y ait eu autrefois des langages homogènes mais ces temps sont passés et se sont perdus dans la plus obscure antiquité de l'histoire. L'individualité du langage disparaît au moment où les relations réciproques se développent entre les multiples hordes, tribus et peuples. Plus nombreuses et variées sont ces relations au cours des siècles,

LES polémiques sur la défense de la langue française reviennent d'une manière lancinante chez les journalistes en mal de copie. Le « *Nouvel Observateur* » a récemment publié une enquête sur ce sujet tarte à la crème, puis les lettres de lecteurs indignés. Non seulement ce thème apparemment anodin n'est pas neutre, mais la manière même dont il est traité a quelque chose de suspect ; comme s'il n'y avait que la langue française pour faire l'objet de tels débats ou les Français pour en faire un sport national.

plus grands sont les emprunts d'une langue aux autres, d'une culture aux autres.

Par conséquent, aucun langage n'est le pur produit national d'un peuple particulier, ni même d'une nation particulière. Les peuples d'origines les plus variées ont contribué au développement de chacun de nos langages cultu-

rels. C'était inévitable parce qu'une langue, aussi longtemps qu'elle est parlée par tous, absorbe continuellement des éléments étrangers en dépit de tout le bruit que font les fanatiques de la purification. Chaque langue est un organisme en flux constant ; elle n'obéit à aucune règle fixée et s'envole sous le nez de tous les diktats de la logique.

Des emprunts constants

Elle fait non seulement les emprunts les plus diversifiés auprès des autres langues, un phénomène dû aux influences et aux points de contacts sans nombre dans la vie culturelle, mais elle possède aussi un stock de mots qui changent continuellement. Les concepts, qui trouvent leur expression dans les mots, se forment, s'altèrent, graduellement et imperceptiblement, à tel point qu'un mot peut signifier aujourd'hui l'exact contraire de ce que les hommes voulaient originellement lui faire dire.

En réalité, il n'y a aucune langue culturelle qui ne contienne une grande masse de matériaux étrangers, et la tentative de la libérer de ces intrusions étrangères conduirait à une complète dissolution du langage — si une telle purification pouvait être menée à bien. Chaque langue européenne contient une masse d'éléments étrangers qui pourrait remplir des dictionnaires entiers.

Au moment où la réaction nationaliste gagne du terrain, il ne me semble pas inutile de présenter un texte de Rudolph Rocker qui fait le point sur la problématique langue-nation-culture et qui met l'accent sur sa dimension universelle. Il s'agit d'un extrait inédit de ce chef d'œuvre qu'est « Nationalisme et culture », malheureusement non publié en français. Rudolph Rocker l'a achevé en 1936. Réfugié aux Etats-Unis à cause du nazisme, il savait de quoi il parlait.

Philippe PELLETIER

A quoi ressemblerait, par exemple, la langue allemande ou hollandaise si tous les mots empruntés au français ou au latin étaient enlevés, sans parler des mots d'autre origine ? Et la langue espagnole, avec ses éléments innombrables empruntés aux Allemands et aux Arabes ? Et tous ces mots allemands, anglais et même turcs qui existent en russe ou en polonais ! (...)

L'ouverture sur le monde

L'acceptation d'éléments étrangers est essentielle pour le développement de chaque langue. Aucun peuple ne vit pour lui-même. Chaque croisement durable avec d'autres peuples aboutit à l'emprunt de mots dans leur langage ; c'est indispensable à une fécondation culturelle réciproque. Les innombrables points de contact que la culture crée chaque jour entre les gens laissent leurs traces dans la langue.

Les nouveautés, objets, idées, concepts, religieux, politiques, sociaux, entraînent la formation d'expressions et de mots nouveaux. Les cultures les plus anciennes et les plus développées ont en cela, et naturellement, une forte influence sur les groupes ethniques moins développés et leur fournissent des nouvelles idées qui se traduisent dans la langue. (...)

Mais il n'y a pas que les influences étrangères qui affectent l'évolution d'une langue. Chaque événement majeur dans la vie d'un peuple ou d'une

nation qui conduit son histoire sur de nouveaux chemins laisse des marques profondes dans le langage. La grande Révolution française (...) provoqua aussi une volte-face complète dans le langage et brisa les chaînes que la vanité de l'aristocratie et des gens de littérature sous influence aristocratique avait imposées à celui-ci. (...)

L'influence des événements

Elle dota la nouvelle vie politique et sociale d'un grand nombre d'expressions populaires pleines de force, dont la plupart existe encore aujourd'hui, bien que durant les années de la réaction tous les efforts fussent faits pour éliminer de la langue toutes les expressions rappelant la révolution. (...)

Le parler populaire est, en fait, un chapitre en soi. En choisissant de considérer la langue comme la caractéristique essentielle d'une nation, on oublie le fait que la compréhension mutuelle entre les divers membres de la même nation n'est souvent possible que grâce à une langue écrite commune. Mais la langue, dans laquelle chaque nation finit par évoluer, est, comparée au parler populaire, une création artificielle. Langue écrite et langue parlée sont donc toujours antagonistes et la seconde n'est soumise contre son gré que par une force externe. Toute langue écrite dérive assurément d'un dialecte particulier. (...) [Et] le philosophe qui pourrait tracer une ligne bien définie entre dialecte et langue n'est pas encore né. (...)

Enfin, il y a un grand nombre de cas où la communauté de langage ne coïncide pas du tout avec les frontières de la nation, et d'autres encore où plusieurs langues sont utilisées à l'intérieur du même Etat. (...)

Le langage n'est donc pas caractéristique d'une nation ; il n'en est même pas toujours un élément décisif d'appartenance. Chaque langue est perméable à une masse d'éléments parlés étrangers, où vivent le mode de penser et la culture intellectuelle d'autres peuples. Pour cette raison, toute tentative de faire reposer la pseudo « essence nationale » sur le langage manque totalement d'emporter la conviction.

Rudolph ROCKER

Les intertitres sont de la rédaction du Monde libertaire (N.d.R.).

Quelques ouvrages en vente à la librairie du Monde libertaire

Barker/Escarpit, La faim de lire	67 F
Benveniste, Problème de linguistique générale	31 F
Bernstein B., Langage et classes sociales	68 F
Bertier et Collignon, Dictionnaire du français pratique	68 F
Bourdieu P., Ce que parler veut dire	72 F
Chomsky N., Réflexions sur le langage	32 F
Principes de phonologie générative	45 F
Questions de sémantique	55 F
La linguistique cartésienne	66 F
Aspect de la théorie syntaxique	45 F
Structures syntaxiques	14 F
Chomsky/Halle/Jacobson, Hypothèse et les fruits de la lecture	58 F
Duneton Claude, Parler croquant	39 F
La puce à l'oreille	22 F
F.I.P.E.C., Code typographique	55 F
Hagnauer R., Les joies et les fruits de la lecture	58 F
Lo Jacomo, Plurilinguisme et communication	165 F
Robert I., Dictionnaire Petit Robert	225 F
Schmidt J.-J., Dictionnaire français/arabe	80 F

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.